

RAPPORT D'ACTIVITÉ 2015

Ligue de l'enseignement
des Pays de la Loire

SOMMAIRE

01 . LA LIGUE PDL

PAGE 2

- 1.1 Edito
- 1.2 Présentation
 - ✓ 1.2.2 En chiffres
 - ✓ 1.2.3 Vie statutaire
 - ✓ 1.2.4 Le processus de régionalisation
- 1.3 Un service culturel régional
 - ✓ 1.3.1 Une année d'existence du service culturel régional
 - ✓ 1.3.2 Les missions
 - ✓ 1.3.3 Missions spécifiques de Prévention de la Radicalisation
 - ✓ 1.3.4 Zoom sur quelques projets régionaux 2015

02 . ASSOCIATION DE JEUNESSE ET D'EDUCATION POPULAIRE

PAGE 12

- 2.1 Jeunesse
 - ✓ 2.1.1 Juniors Associations
 - ✓ 2.1.2 Service Civique
- 2.2 Vie Associative
 - ✓ 2.2.1 Centre de Ressources à la Vie Associative
 - ✓ 2.2.2 Appui à la vie fédérative
- 2.3 Lutte Contre les discriminations
 - ✓ 2.3.1 Semaines d'éducation contre les discriminations
 - ✓ 2.3.2 Coordination et animation d'un réseau d'accès et de défense des droits en Pays de la Loire
- 2.4 Formation
 - ✓ 2.4.1 BAFA
 - ✓ 2.4.2 Formation professionnelle
- 2.5 UFOLEP
- 2.6 Les Réseaux : CRAJEP - MOUVEMENT ASSOCIATIF

03 . MOUVEMENT COMPLÉMENTAIRE DE L'ECOLE

PAGE 26

- 3.1 Laïcité
- 3.2 Lecture
 - ✓ 3.2.1 Lire et Faire Lire
 - ✓ 3.2.2 Festi'malles
- 3.3 Des actions pour les jeunes de 15 à 18 ans
 - ✓ 3.3.1 Lutte contre le décrochage
 - ✓ 3.3.2 Actions Ressources dans les lycées
- 3.4 Vacances Pour Tous -Classes de découvertes
- 3.5 USEP
- 3.6 Les Réseaux : UNAT - JPA - GRAINE - Mobilis – CAPE

04 . ACTEUR DE L'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

PAGE 38

- 4.1 Soutien à la fonction employeur
- 4.2 Contribution au Dispositif Local d'Accompagnement
- 4.3 Les Réseaux : CRESS – CNEA – UDES

05 . DES PARTENARIATS RÉGIONAUX PRIVILEGIÉS

PAGE 42

- 5.1 Conseil Régional
- 5.2 Services de l'Etat

LA L!GUE PDL

Face à l'obscurantisme la seule réponse est la Laïcité pour affirmer la Liberté, la dignité et les droits de l'homme.

Les attentats de Janvier et Novembre de l'an passé ont remis sur le devant de la scène les valeurs qui ont fait naître notre mouvement, il y a maintenant 150 ans : éduquer, former, promouvoir la laïcité : c'est bien le sens que nous donnons à notre engagement en Pays de la Loire.

Que de chemin parcouru depuis Jean Macé qui affirmait : « On ne naît pas citoyen, on le devient ».

L'engagement citoyen, sous toutes ses formes, doit rester notre leitmotiv dans une société qui d'un côté renforce le communautarisme et de l'autre prône une consommation débridée.

De nombreux repères s'étiolent mais la Laïcité reste un formidable outil d'émancipation et nous avons donc une responsabilité et un rôle à jouer au quotidien, en recentrant nos actions éducatives, en leur donnant parfois plus de sens.

Dans un contexte politique et social difficile, la Ligue de l'enseignement en Pays de la Loire stabilise son implantation territoriale : notre réseau d'éducation populaire laïque résiste, malgré un léger tassement des affiliations cette année, nous ne pouvons, nous en satisfaire.

Le renforcement de notre fonction fédérative

L'accompagnement des responsables associatifs locaux doit être une de nos priorités sur l'ensemble de nos cinq départements. Nous avons développé un centre régional de ressources à la vie associative pour compléter l'appui départemental, nous devons aller plus loin en particulier sur la gestion de la fonction employeur si délicate à porter aujourd'hui par des bénévoles.

Notre projet régional est tout orienté sur l'axe jeunesse

Notre projet éducatif avec ses actions phares : le sport scolaire avec l'Usep, les activités sportives avec l'Ufolep complété par Lire et Faire Lire et les actions de lutte contre les discriminations sur l'ensemble de nos 5 départements accroît notre légitimité éducative.

Notre engagement depuis plusieurs années dans le dispositif Juniors associations regroupant plus de 1 000 jeunes doit continuer à se développer pour faire éclore des projets collectifs de jeunes.

Nous n'avons pas attendu 2015 pour nous impliquer dans le service civique en respectant le cadre d'accompagnement du jeune. Le service civique devient une priorité nationale aussi nous ne pouvons qu'accentuer ce dispositif dans notre réseau sans le dévoyer pour autant.

Le renforcement de notre structure régionale

Le développement régional du service culturel assoit d'une part notre démarche vers les publics dit « empêchés » et d'autre part étoffe considérablement nos emplois régionaux et donc notre budget régional. La mutualisation régionale des ressources humaines et de la comptabilité devient une nécessité et doit nous permettre à l'avenir d'être plus efficient au bénéfice de tous.

« Continuons de nous renforcer régionalement pour être plus efficient dans nos actions locales. »

Alain Forest

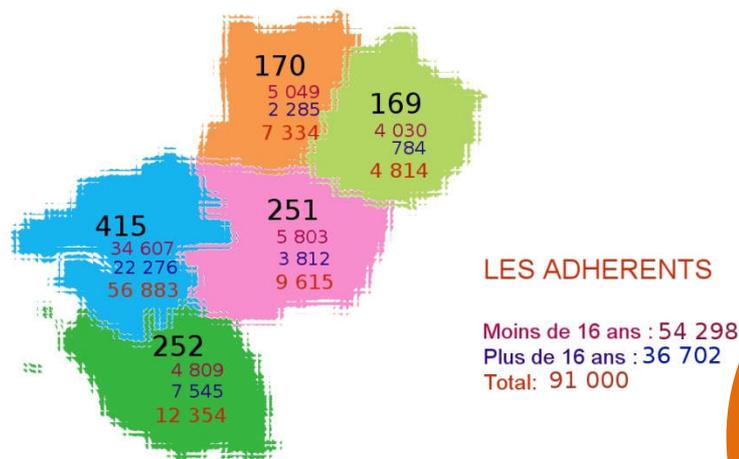
1.2 PRESENTATION

1.2.1 EN CHIFFRES

La Ligue de l'enseignement des Pays de la Loire est l'Union des Fédérations des Amicales, Associations et Œuvres Laïques des départements ligériens.

LES STRUCTURES AFFILIÉES en 2015

Total : 1 257

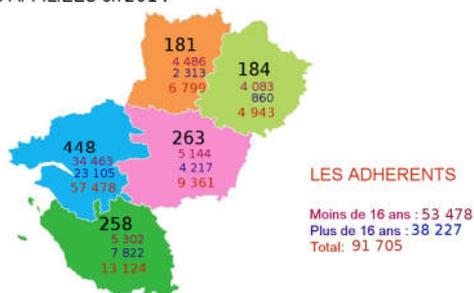


La Ligue régionale compte en 2015 :

1 257
STRUCTURES AFFILIÉES
aux fédérations départementales de la Ligue regroupant
91 000 adhérents.

LES STRUCTURES AFFILIÉES en 2014

Total : 1334



Rappel 2014

dont :

- **54 298** jeunes et enfants
- **36 702** adultes

FOCUS EMPLOI

On recense près de **820 salariés** au sein des fédérations départementales et de l'union régionale, représentant plus de **195 équivalent temps plein.**

1.2.2 VIE STATUTAIRE

La dernière Assemblée Générale de la Ligue de l'enseignement des Pays de la Loire s'est tenue le 30 avril 2014. Le rapport d'activité présente ici les actions de la Ligue depuis cette Assemblée Générale jusqu'à celle qui se tient le 27 avril 2015.

Depuis cette Assemblée Générale, la Ligue PdL a tenu **10 réunions statutaires** : 4 bureaux et 6 conseils d'administration.

Les secrétaires généraux et délégués généraux des fédérations se réunissent entre eux, de manière régulière **-8 réunions de l'exécutif régional-** pour mieux gagner en cohérence et en opérationnalité.

Modification cette année : la Ligue de l'enseignement des Pays de la Loire est administrée par un Conseil d'administration composé de 6 membres (3 titulaires et 3 suppléants) de chaque fédération membre et désormais d'un représentant de chaque comité régional sportif CRUSEP et CRUFOLEP.

Le bureau élu lors du Conseil d'administration suivant la dernière Assemblée Générale est le suivant :

- **Président : Alain Forest**
(Vice-Président de la Fédération 44)
- **Vice-président : Michel Rose**
(Président de la Fédération 53)
- **Vice-président : Jean-Luc Jouvin**
(Président de la Fédération 72)
- **Vice-président : Jack Proult**
(Président de la Fédération 49)
- **Secrétaire général : Gilles Cavé**
(Administrateur de la Fédération 44)
- **Trésorier : Gaston Garnier**
(Administrateur de la Fédération 85)

Les autres membres du Conseil d'Administration :

Titulaires :

- DACULSI Michel
- FAURET Michèle
- GUYET Serge
- LETELLIER Nathalie
- MATHÉ Eric
- MULET-MARQUIS Yves
- REGEREAU Bernard
- RETRIF Yves
- ROUSSEL Maryvonne

Suppléants :

- BAUDRY Léonard
- BERTHELOT Régis
- BLUTEAU Jean-Claude
- BURNELEAU Yolande
- DAVOUST Liliane
- DESCHARREAU Renée
- ERRIEN Jacques
- GOMBERT Martial
- JOUSSEAUME Christophe
- LEGUE Ginette
- MAURIÉRAS Patrick
- OUSSENI-COMBO Mhamadi
- SARCHÉ Andrée
- SCOTTO Pascal

L'**exécutif régional** est composé de :

Structure	Représentant
FD44	Patrick Mauriéras
FD49	Eric Mathé
FD53	Alexis Gille
FD72	Nathalie Letellier
FD85	Serge Guyet
Ligue PdL	Gilles Cavé
Ligue PdL	Simon Lhommeau

1.2.3 LE PROCESSUS DE RÉGIONALISATION

L'année 2015 marquera un tournant dans l'histoire de la Ligue de l'enseignement des Pays de la Loire : nous avons collectivement mis en place la mutualisation d'une partie des fonctions supports des cinq départements et de la région Ligue dans les domaines des ressources humaines, de la paye et de la comptabilité. L'idée datait de 2008.

La fédération de Vendée, à la recherche d'une solution consécutive à un départ programmé, a donné un coup d'accélérateur à un projet en attente. Parallèlement, à la faveur de la loi NOTRe et des rapprochements obligatoire entre les régions de France qui changeait de périmètre, la Ligue a lancé un programme de dynamisation régionale exhortant les fédérations à mutualiser au niveau régional ou interdépartemental. C'est ce qui a permis à la Ligue PdL de bénéficier du soutien financier et technique du service confédéral VDQR pour travailler les modalités de cette mutualisation. Le rapport de Ficéor, produit avant l'assemblée générale du 30/04/15, nous a permis de mieux cerner nos besoins et d'orienter nos choix. Les débats ont été âpres, mais la négociation nous a permis d'aboutir au bénéfice de tous. Le bilan que nous pouvons en faire à l'occasion de cette assemblée générale est positif.

L'organisation retenue pour les fonctions supports :

Les logiciels : les logiciels comptabilité, paye, facturation et immobilisations sont identiques pour les six entités. Ils sont hébergés à la Ligue 44.

La comptabilité : un département fait la comptabilité des deux autres fédérations et de la Ligue PdL. Les tarifs sont harmonisés.

La paye : deux départements fabriquent, en plus des leurs, les bulletins de salaire des trois autres, de la région et de l'UFOLEP 44 en pratiquant un tarif arrêté régionalement. Une coordination et un suivi des opérateurs de paye a été mis en place. Ces fonctions sont prises en charge par le coordonnateur régional RH.

La coordination RH : elle est assurée par Jacques Bellier qui y consacre un mi-temps sur les cinq départements et la Ligue PdL. Il intervient au conseil, en production de documents harmonisés et en contrôle des obligations réglementaires.

D'ores et déjà, cette harmonisation et ces mutualisations permettent une interchangeabilité des techniciens en cas d'absence de l'un(e) d'entre eux et ils garantissent une sécurisation de chacune des entités.

Les pistes d'évolution

Ce schéma préfigure une mutualisation plus importante où tous les techniciens paye, comptabilité et le coordonnateur RH seraient salariés de la Ligue PdL. Il s'agit d'un objectif à atteindre sans qu'aucun calendrier n'ait été fixé.

Cette organisation doit encore évoluer dans les prochains mois dans les domaines suivants :

- groupement des achats
- déploiement d'outils de SIRH (système de gestion informatisée des ressources humaines)

DE NOUVELLES AVANCÉES SUR LE SECTEUR VACANCES

Notre région était déjà très avancée dans l'harmonisation de la production des séjours enfants et dans la mutualisation de la diffusion de ces séjours : réalisation d'une brochure commune, coordination des transports...

En 2015-2016, la Ligue PdL va plus loin en mettant en place un poste de commerciale vacances sur la région en partenariat avec VPT national et son antenne régionale.

Nathalie Denort a commencé à travailler en novembre 2015 dans cette fonction qui est vite apparue comme indispensable.

Ces avancées dans la mutualisation constituent une évolution importante pour la Ligue PDL qui fait suite à la régionalisation du service culture – publics empêchés au 1er janvier 2015.



UN SERVICE CULTUREL RÉGIONAL

Le service culturel régional œuvre auprès des 9 établissements pénitentiaires de la région Pays de La Loire. Il développe également des missions en lien avec la PJJ (Protection Judiciaire de la Jeunesse), l'ARS (Agence Régionale de la Santé). Il est soutenu par la DRAC (Direction Régionale des Affaires Culturelles) des Pays de la Loire, et le Ministère de la Justice.



MILIEU PÉNITENTIAIRE

ETABLISSEMENT POUR MINEURS

PROTECTION JUDICIAIRE DE LA JEUNESSE

1.3.1 UNE ANNÉE D'EXISTENCE DU SERVICE CULTUREL RÉGIONAL

La Ligue de l'enseignement des Pays de La Loire a décidé de régionaliser l'activité "culture en milieu pénitentiaire", créant ainsi un service début 2015. Ce service rassemble initialement 8 salariées incluant 1 responsable, une chargée de mission livre et lecture, et 6 coordinatrices culturelles réparties sur les 5 départements.

4 autres salariés sont venus étoffer cette équipe au fil de nouvelles missions, courant 2015, dont certains en CDD.

Outre les missions qui lui incombent, l'année écoulée a permis d'engager une structuration de ce service, et favorisé la cohérence et la complémentarité au sein de l'équipe. Ce travail se poursuit notamment sur les aspects ressources humaines.

Une année sous le signe du développement

L'administration pénitentiaire a mis en place un Plan de Lutte contre la Radicalisation, suite aux attentats de Charlie, faisant comme priorité la mise en place d'actions citoyennes, laïques et républicaines. C'est dans ce contexte que nous avons été sollicités comme interlocuteur privilégié pour animer des formations dans les QA (quartiers arrivants) et des actions d'éducation à la citoyenneté.

D'autres nouvelles missions nous ont été confiées dans et hors ce contexte qui sont développées ci-dessous.

LES OBJECTIFS DU SERVICE CULTUREL

- Favoriser l'accès à la culture pour les publics les plus éloignés, et particulièrement ceux qui sont empêchés,
- Développer des actions culturelles porteuses de sens,
- Etre une structure interface régionale repérée entre les artistes ou les structures accueillant ces artistes et les publics.

La notion de publics empêchés

« **Publics empêchés** », « **publics spécifiques** », « **publics précaires** », « **publics en difficulté** », les euphémismes sont nombreux pour qualifier les publics éloignés d'un accès à la culture que ce soit pour des raisons physiques, psychologiques ou sociologiques. Derrière ces appellations existent des dispositifs en faveur de la démocratisation culturelle et de l'élargissement des publics qui requièrent des mesures spécifiques, des adaptations in situ, des collaborations complexes pour être opérants.

1.3.2 LES MISSIONS

LE DISPOSITIF CULTURE JUSTICE

La Ligue de l'enseignement conduit depuis plusieurs années :



- Des missions de coordination des actions culturelles sur chaque établissement pénitentiaire des départements depuis 2011
- Une mission régionale Livre et Lecture depuis 2012
- Une mission régionale Culture / Justice depuis 2003

Le dispositif Culture / Justice des Pays de la Loire est le seul dispositif national qui est totalement porté par la Ligue de l'enseignement sur ces 3 types de mission.

GESTION DES BIBLIOTHEQUES

La Ligue de l'enseignement assure le bon fonctionnement des bibliothèques et souhaite qu'elles vivent comme un Service Public. Animations, rencontres d'auteurs, cercles de lecture, ateliers d'écriture sont autant de projets déclinés dans les établissements.



Les coordinatrices assurent également la formation des auxiliaires détenus aux fonctions de bibliothécaire.

DES NOUVELLES MISSIONS 2015

Mission Régionale Culture et PJJ

Une mission Culture / PJJ confiée par la DRPJJ (Direction Régionale de la Protection Judiciaire de la Jeunesse) et la DRAC des Pays de la Loire. Objectif : poser un diagnostic sur les pratiques culturelles au sein de cette administration, les accompagner à développer.

Mission Livre et Bibliothèque à l'EPM

Une mission de développement et de structuration de la bibliothèque et de ses animations au sein de l'EPM, Etablissement Pour Mineurs.

Mission Canal Vidéo à la Maison d'Arrêt de Nantes

Une mission d'aide au développement du canal vidéo de la Maison d'Arrêt de Nantes afin d'animer la chaîne « interne ».

Mission Lutte contre l'illettrisme - Facile à Lire



La DISP a confié à la Ligue une mission de lutte contre l'illettrisme par le développement du Facile à Lire dans les établissements pénitentiaires.

Le « Facile à Lire » est un concept qui vient des pays du Nord de l'Europe et du Canada où il est très bien installé. Les « easy to read squares » sont des espaces bien identifiés à l'intérieur de la bibliothèque et pourvus d'un mobilier adapté, de collections choisies de livres et autres documents accessibles à des publics en difficulté de lecture.

La Ligue de l'enseignement des Pays de la Loire s'inscrit dans ce projet, afin de le proposer aux établissements pénitentiaires des Pays de la Loire, dans le cadre de la mission lecture/justice.

Cette nouvelle mission est en cours de développement au sein des établissements de la région.

1.3.3 MISSIONS SPÉCIFIQUES DE PRÉVENTION DE LA RADICALISATION ACTIONS CITOYENNETÉ

Dans le cadre du Plan de Lutte contre la Radicalisation mis en place par le ministère de la justice, la Ligue a été sollicitée pour développer des projets citoyens sur 2 volets sur 4 mois :

Convention « Garde un pied dehors »

A destination des quartiers arrivants, elle a été signée avec les établissements pénitentiaires de Nantes, Angers, Condé sur Sarthe, Caen, Le Mans.

Objectif : formation à la citoyenneté

- Sensibiliser tout « entrant en détention » aux valeurs républicaines et expliquer ce qu'est la citoyenneté qu'on soit en détention ou en liberté

Convention « Parcours éducation à la citoyenneté »

avec les Maisons d'Arrêt de Vendée, d'Angers, de Nantes.

Objectifs :

- Promouvoir un parcours permettant d'aborder les notions de citoyenneté, bousculant les représentations, par le biais d'un programme d'actions diversifiées
- Créer des espaces d'échanges et s'interroger sur la manière de déconstruire nos propres représentations sociales
- Apprendre à connaître la différence, appréhender des notions de préjugés, et modifier ses perceptions et son ressenti, afin de faire reculer les stéréotypes
- Engager le débat pour une compréhension nouvelle et différente de la société - Questionner l'engagement du citoyen

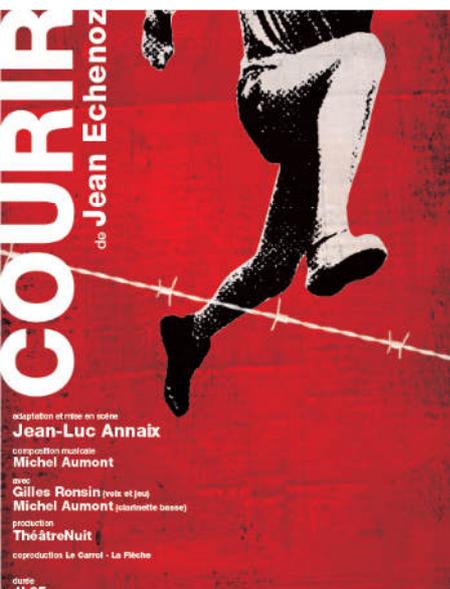


Exemple de parcours citoyenneté

1.3.4 ZOOM SUR QUELQUES PROJETS RÉGIONAUX 2015

Depuis plusieurs années, des projets culturels régionaux sont conçus, élaborés et mis en place par l'équipe de coordinatrices culturelles. Ces projets permettent de proposer une offre identique à l'ensemble de la population pénale et de faciliter l'accès à certaines disciplines artistiques peu développées.

ÉTÉ 2015 - PARCOURS CULTURE ET SPORT



Un projet abordant le sport par le biais d'une approche artistique, pour toucher d'autres publics, d'autres personnes détenues, celles qui n'ont pas l'habitude de participer aux actions culturelles, qui refusent de s'inscrire parce qu'elles ont un a priori sur la culture.

Ce projet a eu comme principe d'utiliser différentes disciplines culturelles, articulant théâtre, lecture, ciné concert, pratiques et ateliers de créations audiovisuelles, débats, animations autour du livre.

4 projets complémentaires :

- Courts métrages avec Makiz'Art : diffusion « sport et cinéma documentaire », projection-rencontre
- Théâtre autour de « Courir » avec le théâtre Nuit
- « Corner Tango » (ciné-concert autour du foot) avec Gérardo Jerez Le Cam.
- Exposition sur la performance avec le FRAC (Fonds Régional d'Art Contemporain)



TENIR JOURNAL EN PARTENARIAT AVEC LA MAISON DE LA POÉSIE ET LE POÈTE MARC PERRIN

Découvrir et s'initier à la poésie contemporaine par la pratique d'écriture et appréhender l'action de publier des écrits sous un format connu de tous : le journal.

Rédaction d'un journal de soi et du monde, à plusieurs échelles...



CRÉATION D'UNE EXPOSITION EN PARTENARIAT AVEC LE FRAC

Pour toucher et associer à une démarche artistique les personnes détenues.

Le Frac invite un artiste à construire un projet dont le contenu s'appuie sur le contexte spécifique du milieu carcéral et en lien étroit avec les détenus.

L'artiste a travaillé en relation avec 5 établissements pénitentiaires de la région. Des groupes de détenus de chacun de ces établissements ont été associés au projet de recherche lors de séances d'ateliers mises en place par l'artiste.

L'exposition sera présentée au Frac, salle Mario Toran, le 30 juin 2016.



SWING VOCAL EN PARTENARIAT AVEC L'EUROPAJAZZ

Faire découvrir le jazz à travers une discipline : le « soundpainting », et développer la pratique.

Rencontre Spectacle avec Laure Donnat.

SERVICE CULTURE / PUBLICS EMPÊCHÉS

RESPONSABLE

Emmanuelle Morice

CHARGÉE DE MISSION LIVRE ET LECTURE :

Lise Martin

CHARGÉE DE MISSION

Sonia Rigaud-Daouaye

COORDINATION CULTURELLE

Marion Barbeau - Nantes

Violaine Boumard - Angers

Tatiana Carret - Nantes

Rozenn Coconnier - Laval

Séverine Crouzet – La-Roche-Sur-Yon, Fontenay-Le-Comte

Elodie Merlin – Le Mans

COORDINATION ET FORMATION CITOYENNETÉ

Hélène Yviquel - Nantes, Angers

Valérie Tuon - Nantes, Angers

Charles Pagnon – Le Mans, Caen, Condé-Sur-Sarthe



Article Intranet Justice Sept 2015

Dans le cadre du Plan de Lutte contre la Radicalisation, toutes les bibliothèques des établissements pénitentiaires des Pays de la Loire se sont dotées d'ouvrages variés (Bandes-Dessinées, Documentaires, Romans...) abordant les questions de laïcité, citoyenneté, fait religieux, discriminations...Ouvrages présentés ici par l'équipe de la Ligue de l'enseignement.

Au programme : Comment parler de laïcité aux enfants ?, Allah est grand la République aussi, Une arme dans la tête, l'arabe du futur, Au cœur du djihad, Paroles de liberté...

Ce fonds spécifique apportera un éclairage sur les problématiques du vivre ensemble et de la société française contemporaine, qui traversent les questionnements de tout un chacun y compris les personnes détenues.





ASSOCIATION DE JEUNESSE ET D'EDUCATION POPULAIRE

2.1 JEUNESSE

La Ligue prend une part active dans l'accompagnement des projets de jeunes, grâce aux actions qu'elle impulse ou qu'elle relaie. Son implication dans les politiques publiques de la Jeunesse s'est étayée en 2015 au travers de plusieurs instances et dispositifs en région Pays de la Loire.

- La Ligue a été sollicitée pour contribuer activement à la Conférence Régionale des Acteurs des Jeunesses sous l'égide du Conseil régional, en pilotant un atelier dédié à la défense à la lutte contre les discriminations, le 27 avril 2015
- La Ligue continue à œuvrer pour la reconnaissance de l'engagement des jeunes bénéficiant d'un service civique, à l'heure du Service Civique Universel, notamment au sein du groupe Régional d'appui au service civique. Dans ce cadre, la Ligue a contribué à l'élaboration de la journée régionale dédiée aux 5 ans du Service civique, le 28 mai 2015.

2.1.1 JUNIOR ASSOCIATION

La Junior Association est un dispositif souple qui permet à tout groupe de jeunes, âgés de 12 à 18 ans, de mettre en place des projets dans une dynamique associative.

Différentes actions sont menées dans les 5 départements sur les champs d'intervention suivants : Sensibilisation au dispositif des Juniors Associations / Initiation à la vie associative des jeunes / Valorisation des actions menées par les Juniors Associations / Développement des relais départementaux / Suivi des jeunes dans la durée.

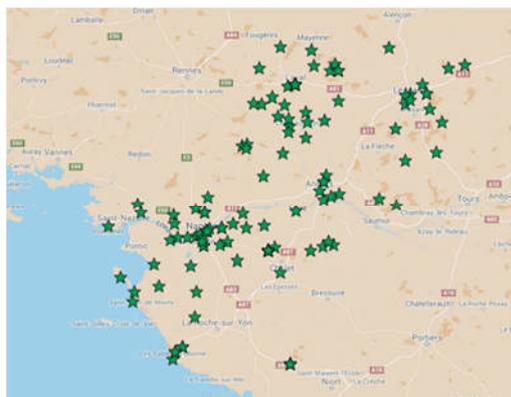
L'implication constante depuis des années des 5 fédérations départementales permet de développer la dynamique d'augmentation du nombre de Juniors Associations. Comme l'an passé, rappelons que ces chiffres sont à contextualiser avec un éventuel changement de modes de référencement de la base de données du réseau national.

Si les groupes de jeunes sont toujours plus nombreux, ils regroupent chacun en moyenne toujours un peu moins de jeunes. On décompte **1 002** jeunes membres de JA en 2015 !

Le travail d'accompagnement réalisé par les relais départementaux de la Ligue est nécessaire pour tous les groupes, encore plus spécifiquement pour les nouveaux projets : et cette année, ce sont 56 nouvelles créations de « JA » qui ont été accompagnées dans la région.

Année	2006	2009	2012	2015
Nombre de JA en PDL	34	70	78	125

Evolution du nombre de JA en PdL
périodicité de trois ans.



La Rencontre régionale des Juniors Associations s'est déroulée sur deux journées, les 22 et 23 octobre à Nantes, avec pour objectifs :

Cette année, les temps forts de la rencontre étaient basés sur des temps incontournables des rencontres régionales JA : l'échange de pratiques et la valorisation de l'engagement et des projets des jeunes. Un grand jeu de piste a été organisé dans le centre-ville de Nantes afin de découvrir la ville et des lieux emblématiques tout en s'amusant. La Ligue a également profité de cette rencontre pour ouvrir les jeunes à d'autres thématiques, et peut-être leur donner de nouvelles idées pour leur projet, grâce à des ateliers ludiques qui leur ont permis de s'exprimer, de débattre et d'échanger sur leurs pratiques.

La soirée de valorisation était, quant à elle, prévue dans la salle de spectacle du TNT. Avec la scène, les gradins et son bar, l'endroit a permis aux Juniors Associations qui le souhaitaient de se produire dans les conditions d'un vrai



spectacle et de créer une soirée festive et conviviale, animée par la troupe de théâtre d'impro Catégorie Libre.

Les JA en Pays de la Loire – 2015

2.1.2 SERVICE CIVIQUE

L'année 2015 marque un tournant pour le dispositif et donc l'engagement de la Ligue. Les annonces du Président de la République en début d'année ont enclenché une étape de généralisation « Service civique » à vocation universel » permettant à chaque jeune qui le souhaite de s'engager au service de l'intérêt général. La Ligue de l'enseignement est restée très attachée à ce que celui-ci ne devienne pas obligatoire mais s'inscrive bien dans un volontariat, car la citoyenneté ne peut s'imposer et que le risque est grand de dénaturer le dispositif et de créer de la frustration chez les jeunes là où la valeur intégratrice du dispositif a fait ses preuves.

UNE ANNÉE DE FORTE ÉVOLUTION DU DISPOSITIF

Notre mouvement a participé activement aux manifestations liées aux 5 ans du dispositif, que ce soit dans les départements ou au niveau régional lors de la venue de François Chérèque, président de l'Agence nationale du SC.



La Ligue était présente au rassemblement régional dédié aux 5 ans du Service civique, à Nantes, le 18 mai 2015

La Ligue de l'enseignement a également participé activement à la mobilisation pour l'arrivée des grands programmes par :

- ⇒ la participation active au sein du GRASC
 - ⇒ la démultiplication des actions de formations en direction des jeunes comme des tuteurs
 - ⇒ la mise en place de missions collectives, liées notamment à la solidarité internationale
- (<http://tinyurl.com/gvu4lad>)



Néanmoins le constat de fin d'année est en demi-teinte : si l'engouement des jeunes reste toujours aussi fort, le constat d'une difficulté à trouver des structures d'accueil s'impose, que ce soit dans le secteur associatif, sous le coup de contraintes financières croissantes ou dans les collectivités toujours frileuses à s'inscrire dans le dispositif.

La Ligue s'est fixée des **objectifs de qualité** qui vont au-delà du cadre commun (horaires de mission de 24h hebdomadaires, choix de missions en lien avec les appétences des jeunes). C'est toute notre expérience et nos convictions que nous mettons au service des acteurs de son développement ; tout en conservant une vigilance bienveillante au risque croissant de substitution :

- ⇒ à l'action bénévole sur le temps scolaire et périscolaire (dispositif Lire et Faire Lire et missions lecture / écriture de l'éducation nationale)
- ⇒ au risque de confusion entre service civique, stagiaire et apprenti ou même emploi, dans le quotidien de l'activité des grands programmes et donc de déperdition du dispositif

Ni dispositif de substitution, ni en dehors des réalités sociales, l'essence du service civique doit être préservé, et nous y veillons. Ceci au bénéfice d'une société où les jeunes, tous les jeunes, pourraient participer de la logique de solidarité, ciment d'une cohésion sociale où le don a toujours sa place.

CHIFFRES LIGUE PDL

Fédération	Volontaires en 2013	Volontaires en 2014	Volontaires en 2015
Loire-Atlantique	39	22	23
Maine-et-Loire	21	23	25
Mayenne	11	12	29
Sarthe	9	14	25
Vendée	13	20	34
TOTAL	93	91	136

Les jeunes entrés dans le dispositif en 2015 - Ce tableau inclut les jeunes en situation de décrochage scolaire

	Hommes	Femmes	Total
2015	51%	49%	100%
2014	35%	65%	100%

Contrairement aux années précédentes, la tendance à surreprésentation féminine a fait place à une quasi-parité.

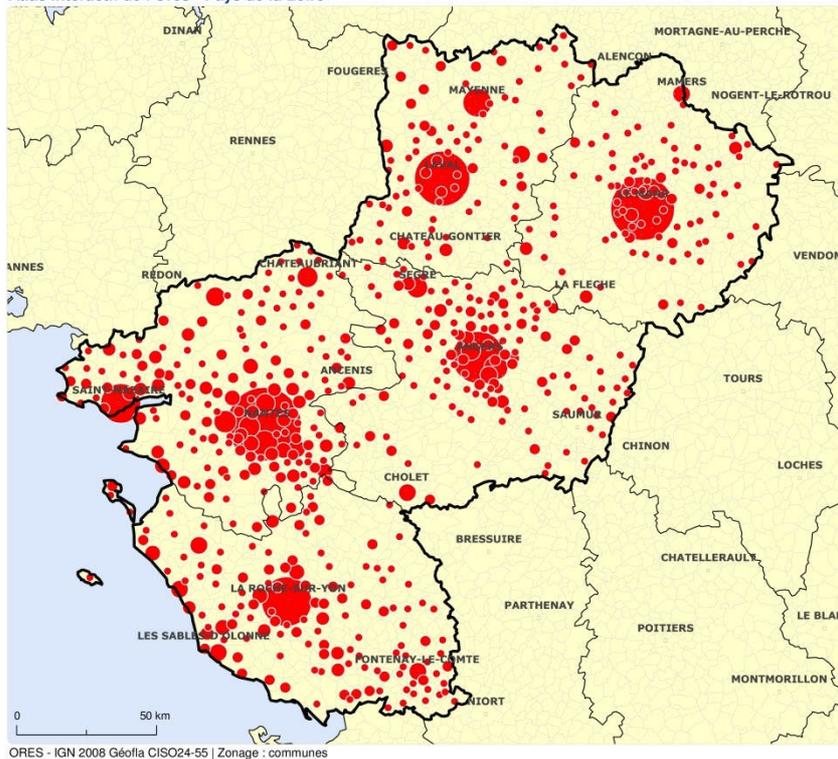
	% 2014	% 2015
Sortie en 3 ^e ou en cours de CAP-BEP sans diplôme (Vbis) ou avant	7%	18%
Sortie en cours de dernière année CAP-BEP, ou en cours de 2 ^{nde} /1 ^{ère} ou avec un CAP-BEP validé (V)	18%	13%
Sortie en cours de terminal - BAC validé ou non validé (IV)	30%	31%
BAC+2 (III)	18%	17%
BAC+3/4 (II)	15%	15%
BAC+5 et au-delà (I)	11%	6%
Total général	100%	100%

L'hétérogénéité des cursus scolaires des jeunes est cohérente avec nos objectifs de mixité.

VIE ASSOCIATIVE

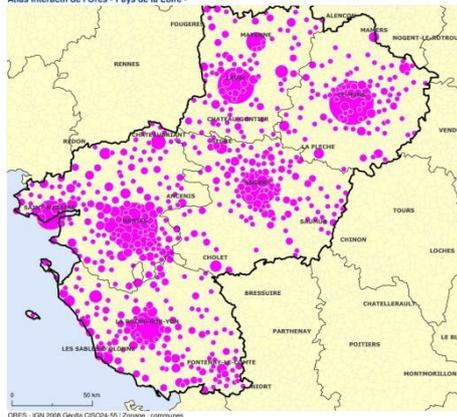
La Ligue PdL agit en direction de plus de **1 200 associations affiliées** et au-delà de ce réseau.

Atlas interactif de l'Ores - Pays de la Loire -



Implantation géographique des Associations affiliées saison 2014/2015.

Atlas interactif de l'Ores - Pays de la Loire -



Rappel : implantation géographique des Associations affiliées saison 2013/2014.

2.3.1 LE CENTRE DE RESSOURCES À LA VIE ASSOCIATIVE

Acteur légitime et reconnu de l'accompagnement des associations et porteur-euse-s de projets, il a pour objet de soutenir la vie associative dans une démarche d'éducation populaire et par ses outils, de faciliter la mise en place des projets. Il accompagne les associations dans leur consolidation économique, sociale et organisationnelle. Il a développé en ce sens un appui à la fonction employeur. Il agit en complément et en support des Fédérations départementales sur les Pays de la Loire.

LE CRVA S'ADRESSE À:



PRIM● INFORMATION

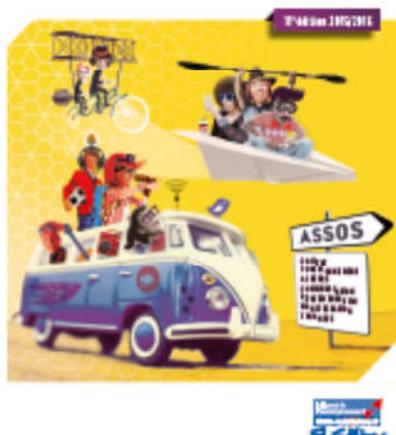
Il s'agit donc d'être support aux questions des Fédérations sur les problématiques de leurs associations affiliées :

- Création d'association
- Fonctionnement interne
- Rédaction, étude et modification des statuts
- Appui à la consolidation économique et sociale
- Emploi
- Comptabilité
- Responsabilités et assurance
- Subvention et financements
- Fiscalité

FORMATION DES BÉNÉVOLES ET APPUI DE PROXIMITÉ

Le CRVA propose des modules pour les bénévoles, construits en partenariat avec les commanditaires (collectivités, associations, acteurs de l'accompagnement...) et les participant-es, sur des thématiques en lien avec l'actualité associative.

GUIDE PRATIQUE DE L'ASSOCIATION



MISE EN PLACE D'OUTILS ET DE MOYENS AU SERVICE D'UN ACCOMPAGNEMENT CIRCONSTANCIÉ

- Une équipe du CRVA pluridisciplinaire
- Un site internet : www.associations-lpdl.org
- La veille réglementaire et associative mensuelle adressée à chaque Fédération
- **Le guide pratique de l'association des Pays de la Loire 2015 -2016** paru en novembre
- Des fiches pratiques complémentaires du Guide

Les partenaires en région :
Mouvement associatif / DRDJSCS / DDCS

LA CONSOLIDATION DE L'APPUI AUX FÉDÉRATIONS DE LA LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT DES PAYS DE LA LOIRE

L'action du CRVA se construit au service de l'action fédérale et des acteurs du territoire dans un lien de subrogation et non pas de substitution.

La signature de la convention relative à la reconnaissance du CRVA régional avec DRJSCS, a abouti sur l'octroi d'un poste FONJEP régional en septembre 2015. Etalé sur 3 ans, il porte sur :

- Concourir au développement d'un appui de proximité en direction du plus grand nombre sur le territoire ligérien, en complément des acteurs de l'accompagnement existants.
- Favoriser le maillage de territoire et la mutualisation des compétences dans une démarche d'éducation populaire
- Développer le dispositif d'accompagnement à la fonction employeur en direction des acteurs associatifs et des porteurs de projets ligérien
- Participer d'une démarche de clarification de la chaîne de l'accompagnement au service d'un parcours des bénévoles simplifié
- Orienter le cas échéant vers les lieux et structures ressources du territoire

Un plan d'action sur 3 ans visant notamment en 1er lieu l'interconnaissance avec le DDVA de chaque département et les lieux ressources labélisés. **Dans ce cadre, le CRVA est désormais en lien avec chaque DDVA.**

LE CRVA RÉGIONAL EN 2015 C'EST :

Le site Internet

Un site www.associations-lpdl.org inscrit sur 1974 domaines référents, parmi eux des sites gouvernementaux, des collectivités locales, des services déconcentrés de l'État, des associations...

- Un outil d'offre d'emploi, stage, bénévolat et mission service civique
- Un outil ressources en direction des associations, des collectivités et des établissements scolaires

Une veille mensuelle

Adressée à chaque référent-e vie associative des Fédérations départementales

Le guide pratique de de l'association en Pays de la Loire

Le Guide pratique des Pays de la Loire 2015/2016 a été diffusé à partir de novembre 2015. Outil du territoire ligérien, il est édité par FAL Editions et rédigé par le CRVA LPdl.

Des chiffres clés

Sur les 2 464 demandes recensées en 2015 par le CRVA des Pays de la Loire, 11% émanent de la région des Pays de la Loire (hors 44)

Sur ces 271 demandes localisées sur la région (hors 44)

- **34% concernent l'emploi**
- **21% concernent le fonctionnement interne**
- **60% viennent à nous via le réseau Ligue de l'enseignement**
- **23% viennent à nous via les collectivités (communes ou communautés de communes)**

Le soutien à la fonction employeur mis en œuvre par le CRVA est une action complémentaire à celle proposée dans le cadre du DLA. Il s'inscrit en amont et en aval du dispositif d'accompagnement.

Le co portage du DLA avec la FAL 53 et la participation aux instances techniques et statutaires du DLA régional

Sandrine Brard est mise à disposition à hauteur de 20% sur le DLA 53 (40% - 6 mois en 2015)

Un Contributeur d'ESSOR – plateforme de l'ESS pilotée par la CRESS

Participation à sa construction et à l'animation de la journée de lancement au titre du CRVA régional

PERSPECTIVES 2016

En 2016, le CRVA souhaite continuer le travail d'appui à la lisibilité de la chaîne de l'accompagnement des associations. Il s'agit également de renforcer l'appropriation du dispositif par les Fédérations départementales, au service du mouvement Ligue de l'enseignement en Pays de la Loire.

2.2.2 APPUI À LA VIE FÉDÉRATIVE

Dans la continuité du Contrat de développement à la Vie associative et de l'AG du 30 avril 2015, la Ligue PdL et le CRVA ont animé une formation de 2 jours à destination des fédérations les 27 et 28 août 2015 à Noirmoutier. L'objectif principal était de faciliter le développement d'actions et de réflexions coordonnées dans les fédérations dans : le développement à la vie associative, les perspectives du service civique universel et l'appropriation du texte d'orientation national vie associative et ESS.

Cette formation était à destination des référents politiques et techniques du Contrat de développement à la Vie Associative et des chargés de mission jeunesse et vie fédérative / vie associative. 2 interventions d'agents de l'Etat ont permis d'apporter aux participants des éléments sur des politiques publiques et actualité :

- « Citoyenneté, politique de la ville et quartiers populaires : quels enjeux ? » : intervenant Olivier Bryskosky - Préfecture de Loire-Atlantique.
- « Mise en œuvre du service universel : mettre à profit les expériences associatives au service de la nouvelle ambition du dispositif » : par Benoit Doré - DRJSCS

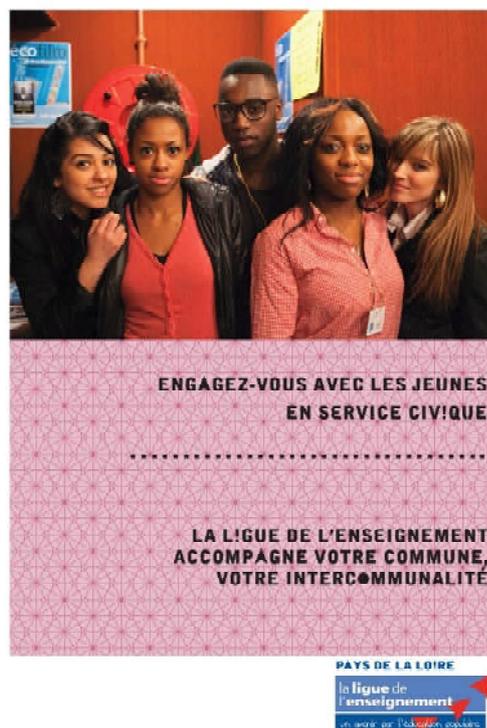
Ces interventions, suivies de celle de Cédric Mazière, responsable de la formation au centre confédéral sur « les enjeux du fait fédératif et de la cohésion sociale à la Ligue : posture et outils » ont fait l'objet d'une série d'ateliers prospectifs et productifs.

3 axes de travail ont émergé de ce temps de travail :

- **FAIRE VIVRE NOTRE IDENTITE POLITIQUE PAR LE DEBAT, A REVENDIQUER ET PROMOUVOIR PLUS FORTEMENT**
- **ANIMER UN RESEAU D'ASSOCIATIONS ET DE CITOYENS ENGAGES AU LOCAL**
- **DEVELOPPER LES OUTILS ET LES SERVICES POUR NOS ASSOCIATIONS**

Deux pistes d'évolution et de questionnement ont également été identifiées :

- L'amélioration des outils de communication
- Revoir à terme la géographie sectorielle d'accompagnement des associations en se basant sur les intercommunalités



Un nouvel outil de communication

Il a été satisfaisant de voir dans l'assemblée de nouveaux ligueurs. Ce renouvellement est nécessaire et doit amener de la créativité et de nouvelles actions. Ces rencontres sont indispensables et incontournables. C'est un support important pour que prenne vie sur le terrain notre identité politique. Il nous faudra également estomper les frontières entre les départements, avancer encore plus vite sur des outils communs, les échanges de pratiques. On doit faciliter la réappropriation de nos actions par les collègues des autres départements. On doit également retisser du lien entre nos fédérations, les associations et les quartiers « prioritaires ».

Il convient désormais de sensibiliser les élus des fédérations pour qu'ils s'approprient les propositions issues de ces rencontres et qu'ils les inscrivent durablement dans le calendrier régional. Les nouvelles actions qui seront impulsées à partir de ces rencontres devront être portées à la connaissance des décideurs locaux.

LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS

La ligue de l'enseignement a réaffirmé les principes qui doivent fonder une confiance retrouvée :

- Une société plus juste et plus solidaire
- Une société laïque et plus fraternelle
- Une société d'hommes et de femmes libres et responsables

Semaines
d'éducation
contre le
racisme

2.3.1 SEMAINES D'ÉDUCATION CONTRE LE RACISME ET TOUTES LES FORMES DE DISCRIMINATIONS

En 1966, en hommage à des manifestant-es antiapartheid massacré-es le 21 mars 1960, dans les rues de Sharpeville en Afrique du Sud, les Nations Unies décident de faire de cette date la **Journée Internationale pour l'élimination de la discrimination raciale**.

En lien avec cette journée internationale, SOS racisme a créé, il y a plus de 20 ans, la **semaine d'éducation contre le racisme**. En 1990, la Ligue de l'enseignement s'est associée au projet.

Depuis, un collectif national, avec des déclinaisons départementales, s'est constitué pour organiser cette semaine. Ce collectif regroupe des organisations diverses se mobilisant pour éduquer contre le racisme. Ce n'est qu'à partir de 1991 que la semaine est relayée dans les établissements scolaires et que l'implication des élèves à son animation est favorisée.

C'est pour les raisons évoquées ci-dessus que la Ligue s'investit dans l'organisation des semaines d'éducation contre le racisme, semaines qui trouvent leur concrétisation par des actions portées par les fédérations départementales et les partenaires réunis au sein des collectifs locaux.

Ceux-ci ont 2 grands objectifs de **Fédérer et de participer à l'éducation**.

Ces semaines se concrétisent par la **coordination de collectifs départementaux**, l'organisation d'un **forum**, d'une journée de **formation**, d'**activités culturelles** conduites par les fédérations en direction des écoles et de structures socio-éducatives.

Discrimination : (nf) Action d'isoler et de traiter différemment certains individus ou un groupe entier par rapport aux autres.

Diversité : (nf) Ensemble de personnes qui diffèrent les unes des autres par leur origine géographique, socio-culturelle ou religieuse, leur âge, leur sexe, leur orientation sexuelle, etc.

DITES
NON

DITES
OUI

●NON aux discriminations, ●OUI à la diversité ●OUI à la diversité, ●NON aux discriminations

Dans le cadre des **Semaines d'Éducation Contre les Discriminations** Mars 2015
Informations : La Ligue de l'Enseignement F0149 : 02.41.96.11.59



EN CHIFFRES

Plus de **150 structures** associatives et/ou éducatives ont ainsi pris part cette année aux semaines d'éducation contre le racisme, action soutenue par plus d'une vingtaine de partenaires institutionnels : collectivités, services déconcentrés et agences de l'Etat.

En 2015, plus de **16 500 personnes** ont participé aux **137 ACTIONS** proposées dans le cadre des SECD, dont 37 dans des territoires situés en politique de la Ville.

C'EST AUSSI

- L'exposition **la Fabrique de la paix** vue par plus de 3200 visiteurs
- un **forum Laïcité diversité** « Sortir de la violence par le conflit : un moyen pour pacifier nos relations ? »
- une **journée de formation-action** « prévenir les discriminations dès le plus jeune âge »
- des **centres de ressources** au sein des 5 fédérations départementales (expositions, films, ouvrages, jeux, animations...)



40 établissements scolaires ont visité l'Exposition la Fabrique de la Paix

2015 : UNE ANNEE CHARNIERE

En 2015, grâce au soutien du Conseil régional, deux autres fédérations départementales de la Ligue ont coordonné un collectif dédié aux semaines d'éducation contre le racisme et les formes de discriminations. C'est donc l'ensemble de la région qui a bénéficié, à l'échelle des territoires départementaux, d'une mise en réseau d'acteurs.

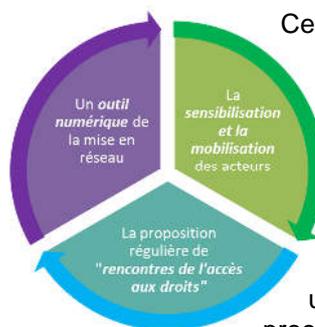
2.3.2

COORDINATION ET ANIMATION D'UN RÉSEAU D'ACCÈS ET DE DÉFENSE DES DROITS EN PAYS DE LA LOIRE

Suite à l'Engagement régional pour l'égalité des droits et la lutte contre les discriminations, adopté par le Conseil régional des Pays de la Loire, ce dernier a souhaité contribuer au développement d'un réseau régional d'accès et de défense des droits.

Les acteurs de l'accès et de défense des droits en Pays de la Loire sont nombreux, diversifiés et présents sur un territoire assez large. L'accès aux droits recoupe des champs tels que l'emploi, l'éducation, la formation, la santé, la culture, le logement, et peut prendre différentes formes : information, orientation, accompagnement...

La Ligue de l'enseignement, la FNARS et les Francas ont décidé de répondre conjointement à l'appel d'offres du Conseil régional.



Ce projet présenté revêt un caractère expérimental. En effet, étant donné le nombre d'acteurs présents sur la place publique, leur hétérogénéité et le périmètre des différents types de droits à mobiliser, la réponse s'inscrit dans une démarche de projet en processus visant à long terme à faire vivre un tissu protéiforme d'acteurs.

Les deux premières phases de ce projet ont été réalisées en 2015. La troisième phase a pris du retard et est en cours de déploiement, avec des contraintes techniques qui n'avaient pas toutes été anticipées. Elle doit concerner l'animation du réseau régional.

551 interlocuteurs ont été contactés / 139 ont répondu partiellement / 80 sont actuellement recensés dans l'annuaire.

En tout plus de 35 000 enfants et jeunes ont bénéficié des diverses actions de sensibilisation à l'égalité, la diversité et la laïcité

(Semaines d'éducation contre le racisme, jouons la carte de la fraternité, animation de la charte laïcité, etc.)

2.4 FORMATION

2.4.1 BAFA

Cette année, nous constatons de nouveau une baisse du nombre d'inscrits sur nos stages de formations. 114 stagiaires ont suivi un stage de formation BAFA avec la Ligue Pays de Loire cette année contre 132 l'année dernière. Les jeunes que nous rencontrons expriment leurs difficultés financières. Malgré quelques aides (CAF, Pass culture et sports), le coût du stage reste un frein important.

- 70 en formation générale,
- 44 en formation approfondissement.

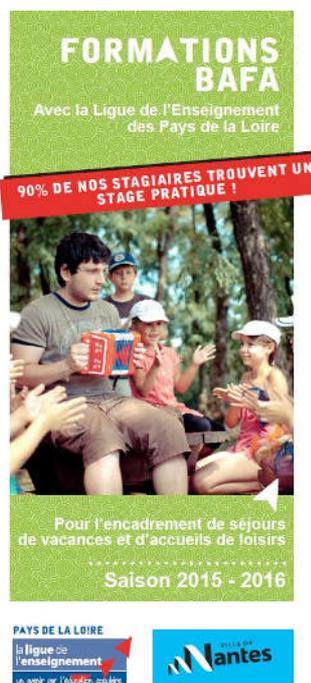
Cela représente 804 journées stagiaires (958 journées en 2013) soit une diminution de 154 journées par rapport à l'an passé.

Répartition des inscriptions par fédération : Loire-Atlantique : 74, Maine et Loire : 22, Mayenne : 1, Sarthe : 2, Vendée : 15

Formation

Nous avons organisé une **journée de formation** pour 6 nouveaux formateurs le samedi 26 septembre. Cette journée était placée sous le signe de la découverte de nos outils de formation et d'échanges autour des différentes thématiques abordées.

Comme l'an passé, le groupe national BAFA a organisé une **formation de formateurs** au niveau national. Cette formation s'est déroulée au Soleil de Jade à Préfailles (44) du 26 au 29 novembre 2015. Plus d'une cinquantaine de formateurs sont venus de toute la France pour y participer. Nous avons organisé l'accueil de ces participants et 9 formateurs/trices de la Ligue PdL y ont participé.



Au Programme :

Analyse de pratiques, échanges d'outils, débat sur la laïcité, le projet de formation, les différents types de pédagogies...

Cette formation sera reconduite chaque année afin de décliner, au sein du réseau Ligue, une culture commune et mutualiser les pratiques pour des échanges entre les régions.

La région participe au groupe national BAFA et se doit d'être représentée lors de ces week-ends.

Communication

Tout au long de l'année 2015, des envois ont été effectués dans les mairies, maisons de l'emploi, PIJ, CRIJ, lycées et facultés (2 fois dans l'année, janvier et septembre). Des envois ont été également fait aux stagiaires base N-1 ; aux stagiaires de l'été, à quelques CE clients, aux vacanciers allant avoir 17 ans... Des dépôts dans les lieux publics ont été effectués en octobre et en janvier. Tous les stages sont référencés sur les sites « animnet.fr » et « formations-animation.com ». De plus, un mail est envoyé avant chaque début de formation au réseau.

Un travail de réflexion a été effectué cette année afin d'améliorer notre diffusion. Nous avons réfléchi à un plan régional de diffusion et des moyens pour améliorer notre visibilité sur nos sites internet et les réseaux sociaux. Ce travail nécessite l'engagement et l'implication de toutes les fédérations de la LPDL.

Réseaux sociaux

Des informations pouvant intéresser les stagiaires y sont diffusées régulièrement concernant les stages et autres articles/vidéos/annonces d'emploi. Sur chaque stage BAFA, une communication est faite sur cette page « BAFA/BAFD Ligue de l'enseignement PdL ». Les stagiaires ainsi que tous les particuliers et associations sont invités à « aimer » la page à la suite des stages.

Depuis la suppression du profil Facebook, la page « BAFA/BAFD Ligue de l'enseignement PdL » a bénéficié d'un grand nombre de « Like » supplémentaires.

Cette année un volontaire en service civique participe à l'amélioration de nos outils de communication numérique. Il réalise actuellement plusieurs petits films qui présentent nos formations. Nous allons les utiliser pour alimenter nos sites internet et les réseaux sociaux. Ces films pourront également être un appui pour présenter nos formations dans les lycées et auprès des acteurs de terrain.



2.4.2 FORMATION PROFESSIONNELLE

FORMATION QUALIFIANTE

Suite à la réponse à l'Appel d'offres de la région de 2013, un plan de formation sur 4 ans (2 fois 2 ans renouvelés) en direction des métiers de l'animation a été mise en œuvre sous la forme de regroupement des organismes de formation, par co-traitance. La Ligue 44 a répondu en mobilisant les ressources de 2 départements pour la mise en œuvre d'un BPJEPS APT en 85 et d'une formation de pré-qualification aux métiers du sport et de l'animation en 53.

Sur la période 2014-2016, 145 stagiaires, majoritairement des demandeurs d'emploi, ont participé à l'une des formations suivantes :

- Pré-qualification aux métiers du sport et de l'animation en 53
- BPJEPS APT en 44 et en 85
- BPJEPS APT-LTP en 44
- DEJEPS en 44
- BPJEPS EEDD en 44

A titre d'exemple : sur le BPJEPS APT en Vendée :

- Taux de réussite : 76%
- Taux de retour à l'emploi ou de poursuite de formation en sortie de BP : 70 %.

Enfin nous avons obtenu un label DRJSCS pour l'accompagnement des candidats aux BPJEPS-DEJEPS par VAE.

L'organisation de parcours de formation incluant une remise à niveau –une pré-qualification-le BAFA – les CQP-les BPJEPS est à travailler pour répondre à une logique de parcours adapté aux personnes loin de l'emploi. Les perspectives concernant la dernière des 4 années du plan de formation régional sont incertaines. En effet, le plan de relance de l'apprentissage annonce un amendement du plan de formation région sur 2016-17. Nous ne connaissons pas à ce jour l'impact sur la programmation initiale. Il faudra sans doute désormais tenir compte de cette nouvelle politique dans le cadre de nos formations, ce qui supposera un travail de communication et de prospection des entreprises du secteur de l'animation et du sport.

FORMATION CONTINUE

La Ligue et ses différentes composantes, Ufolep, Upep et Infrep ont vocation à s'articuler pour répondre aux besoins de formations sur les champs d'activités qui sont les nôtres, comme par exemple :

- Dans le cadre de l'opération « Dé-clicks du numérique »
- Dans le cadre de la formation « Laïcité et valeurs de la République »

La Ligue poursuit ses interventions pour le compte du CNFPT et des collectivités sur des thématiques transversales ou spécifiques telles que la restauration, la gestion de conflits, le PSC1, l'éducation contre le racisme et les discriminations...

LES METIERS DU SPORT ET DE L'ANIMATION

La Réforme de rythmes a accéléré le processus de professionnalisation dans les métiers du sport et de l'animation, qui représentaient 13 111 professionnels en Pays de la Loire en 2011.

La Ligue participe à l'observatoire régional des métiers du sport et de l'animation conjointement piloté par l'Etat et le Conseil régional.

Le secteur de l'animation est désormais le second secteur de recrutement en Pays de la Loire.

Les enjeux principaux des années à venir consistent à casser certaines représentations erronées portées sur ces secteurs d'activités et sur ces métiers. Il faut contribuer à asseoir les dispositifs de formation professionnelle pour permettre de sécuriser des parcours pour les salariés et de maintenir des systèmes d'accompagnement économique des employeurs et notamment des employeurs associatifs.

APPRENTISSAGE

Les politiques de l'Etat et de la Région démontrent une réelle volonté de développer l'apprentissage. En 2014 un CFA aux métiers du sport et de l'animation s'est créé. Les associations recourraient très peu à l'apprentissage, préférant utiliser le contrat de professionnalisation dans un cursus d'alternance.

La formation biquilifiante APT-LTP est déclarée UFA (unité de formation d'apprentis) en lien avec le CFA et doit accueillir de 3 à 6 apprentis en 2016.



L'UFOLEP c'est une vision du sport à dimension sociale pour répondre aux enjeux actuels tels que le sport-santé, le sport-handicap, le sport-durable avec des valeurs incontournables : la solidarité, le fair-play, la laïcité et la citoyenneté.

EFFECTIFS

22 680 licenciés en 2014/2015

- **Les adultes représentent 70% des licenciés, les jeunes 11% et les enfants 20%.**

CONTEXTE

L'année 2014-2015 a surtout été marquée par la mise en œuvre du dispositif d'accompagnement fédéral. Gilles Cavé assure la fonction d'administrateur depuis le 3/09/14.

L'assemblée générale de 2015 a permis de faire redémarrer le comité régional, conformément aux textes. Nos principaux partenaires, la DRJSCS et le Conseil Régional, ont pris acte du vote des rapports

EQUIPE TECHNIQUE REGIONALE

L'ETR du CR UFOLEP des Pays de La Loire composée des délégué(e)s, des agents de développement des comités départementaux, de la déléguée régionale.

De nombreux sujets sont traités à l'occasion de ces réunions ETR riches d'échanges, par exemple :

- Actions issues du projet associatif 2013/2017
- Sport santé
- Multisport
- Ecoles de sport
- Points d'actualités (notamment l'évolution des contraintes liées à l'assurance)
- Odyssée Sportive
- Suivi des commissions sportives
- Formation : régionalisation de la formation continue ; CQP ALS

PROJETS

La formation doit continuer à être au cœur du projet régional :

- il faut continuer à développer les formations fédérales et dans ce domaine tous les départements doivent se mobiliser

- la formation professionnelle est plus que jamais un enjeu.



5 CQP EN 2015 dont 2 en Vendée

Toutes les coopérations, tous les partenariats doivent être recherchés, comme celui qui a permis de mettre en place un BPJEPS en Vendée.

Sport et santé, sport en entreprise, sport et handicap, autant de priorités sur lesquels CRUFOLEP et départements doivent s'investir.

Les statuts du CRUFOLEP, modifiés en 2013, prévoyaient la mise en place d'un règlement intérieur, il sera validé en juin 2016. Il permettra de structurer le comité pour les années à venir.

Au-delà des règles à établir pour assurer un fonctionnement harmonieux, l'objectif est de se donner un cadre clair d'élaboration du projet régional, projet articulé avec les cinq départements.

2.6.1 CRAJEP

Le CRAJEP Pays de la Loire regroupait en 2015, 27 associations, unions et fédérations régionales de jeunesse et d'éducation populaire œuvrant dans 18 champs d'intervention différents. Il fonctionne en prenant appui sur différents groupes de travail et il est présent dans des instances représentatives.

Les représentants de la Ligue PdL au CRAJEP sont : A. Forest, F. Lacaze, S. Lhommeau.

GRUPE " PARTICIPATION DES JEUNES EN RÉGION "

Le CRAJEP anime avec le Conseil Régional des Pays de la Loire une démarche de participation des jeunes sur la Région depuis 2006. Cette démarche est caractérisée par deux éléments qui la singularisent :

- Elle est co-construite et co-animée par la collectivité territoriale et des acteurs associatifs
- Son caractère expérimental permanent lui permet d'évoluer chaque année

Du fait des élections régionales en décembre 2015 et l'arrivée de nouveaux élu(e)s, l'année 2016 devrait être propice à la réflexion et l'évolution de la démarche.

Groupe suivi par J. Brossard et S. Lhommeau.

GRUPE FORMATION PROFESSIONNELLE

Le CRAJEP poursuit ses actions d'information, de sensibilisation, de formation des prescripteurs afin de faire reconnaître les métiers de l'animation et les filières liées.

Ce groupe est également impliqué dans divers chantiers :

- Contributions aux réflexions autour du CFA « sport animation » et du CREPS
- Déploiement des Emplois d'avenir
- Réflexion sur l'opportunité de la mise en place d'un « service d'intérêt économique général » pour certaines formations de l'animation par exemple

F. Lacaze et E. Poriel participent à ce groupe

Protocole d'accord

Le CRAJEP Pays de la Loire a renouvelé en décembre 2014 le protocole d'accord conclue avec le conseil Régional. Autour de 5 objectifs partagés, ce protocole dessine les modalités, de concertation des acteurs, d'évaluation des actions et de financement des associations de jeunesse et d'éducation populaire.

GRUPE DE TRAVAIL CULTURE

Cette organisation a permis au CRAJEP d'exprimer ses positions sur chacune des Conférences Régionales Consultatives de la Culture, et également d'amender le texte d'orientations partagées pour le développement culturel en Région, spécifiquement autour de 3 axes :

- Penser la médiation comme levier de l'accès de toutes et tous à la culture
- Augmenter la puissance d'agir de chacun
- Accompagner les nouvelles formes culturelles

Mathieu Bréard y représente la Ligue.

GRUPE DE TRAVAIL INTERNATIONAL

Acteurs de la mobilité des jeunes, les membres du CRAJEP interviennent sur les programmes de mobilités dans le cadre de formations professionnelles, d'échanges de jeunes et de volontaires, d'actions au sein de l'école, de recherche-action, accompagnement au départ d'étudiants, mais aussi, dans le cadre de mobilités hors statuts.

Avec la création du COREMOB, il semble intéressant que la Ligue s'investisse dans ce groupe de travail.

FOCUS



Agorajep 10 novembre 2015 - Politiques Jeunesses en Région : Quels enjeux ?

Avant de donner la parole aux listes électorales, le CRAJEP des Pays de la Loire a organisé un temps d'échanges et de débat autour de questionnements qui l'animent : Territoires et Éducation Populaire / De l'Éducation à l'Éducation partagée / Participation et engagement / Mobilité et interculturalité / Emploi (animé par F. Lacaze).

2.6.2 LE MOUVEMENT ASSOCIATIF

CHARTRE DES ENGAGEMENTS RÉCIPROQUES



L'année 2015 a été marquée par la déclinaison de la Charte nationale d'engagements réciproques entre l'État, le Mouvement Associatif sur le territoire ligérien. Cette charte a été signée le 30 janvier 2015 à Nantes. Ce protocole réaffirme que les règles de partenariat inscrites dans la charte nationale constituent des principes d'action partagés entre les parties prenantes en Pays de la Loire.

Cette charte d'engagements réciproques entre l'Etat et le Mouvement associatif a vocation à développer et à faire vivre un dialogue civil riche.

FORMATION DES BÉNÉVOLES

Le programme régional des formations des bénévoles 2015 a été réalisé sur le second semestre. L'ensemble du programme a été tenu. Les 17 formations ont été réalisées par 7 réseaux. Le réseau de la Ligue de l'enseignement a porté 5 formations.

En complément des formations techniques, les réseaux ont travaillé à des soirées débats sur chaque département. Ces temps d'échanges ont été des moments où les responsables associatifs sont allés puiser des informations d'actualité afin de les réinvestir dans leur quotidien. Les bénévoles ont ainsi pu échanger autour de l'Utilité sociale, de la circulaire Valls ou encore de la médiation interculturelle. En Vendée, la soirée débat s'est inscrite en partenariat avec la fédération départementale de la Ligue de l'enseignement de Vendée pour une soirée débat « S'associer, est-ce une force ? » en présence de la Présidente Nationale, Nadia Bellaoui.

Comme les années précédentes et depuis 2008, le Mouvement associatif est partenaire de l'Etat et du Conseil Régional dans une gestion tripartite du Fonds de Développement de la Vie Associative (FDVA). En 2015, le Mouvement associatif a reconduit sa participation active aux commissions FDVA et préparation de celles-ci lors de cinq commissions consultatives régionales. Nathalie Letellier est également membre de cette commission régionale FDVA au titre de la Ligue de l'enseignement.

DISPOSITIF LOCAL D'ACCOMPAGNEMENT

Le co-portage du DLA régional des Pays de la Loire entre la CRESS et le Mouvement associatif s'est poursuivi pour la seconde année. 2015 a été une année charnière dans le développement du groupe d'appui DLA interne au Mouvement associatif. Ce groupe d'appui s'est donné pour but de :

- Favoriser l'appropriation du DLA par les réseaux et positionner les réseaux associatifs comme des acteurs légitimes de l'accompagnement et du DLA, notamment comme prestataires...
- Contribuer à ancrer le DLA dans la chaîne de l'accompagnement et à positionner le DLA comme un outil de l'accompagnement parmi d'autres, outil complémentaire du travail réalisé par les fédérations, CRIB et autres structures ressources du secteur associatif de l'ESS

La Ligue de l'enseignement y a pris toute sa part dans ce groupe d'appui à travers la présence du CRVA Régional.

PROTOCOLE D'ACCORD CRVA - LMA

A ce sujet, un protocole d'accord a également vu le jour sur 2015 entre le Mouvement associatif et le CRVA Régional. Aussi, le Mouvement associatif a choisi de s'appuyer sur l'expertise du CRVA pour travailler conjointement en 2015 sur :

- Le portail ESSor, porté par la CRESS Pays de la Loire (cartographie de l'accompagnement et financement de l'ESS en Pays de la Loire) - projet correspondant à l'Axe 1 du projet triennal du Mouvement associatif dont l'un des objectifs opérationnels est de « Clarifier la chaîne de l'accompagnement »
- Le DLA Régional dans le cadre du groupe d'appui



En fin d'année 2015, lors des élections régionales, le Mouvement associatif des Pays de la Loire a également

interpellé par courrier chaque parti pour connaître leur future politique en direction de la Vie Associative et rappeler la place particulière des associations dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques publiques.

Gilles Cavé et Patrick Maurièras représentent la Ligue Pays de la Loire au Conseil d'administration du Mouvement associatif Pays de la Loire. Gilles Cavé y est élu au bureau.

MOUVEMENT COMPLEMENTAIRE DE L'ECOLE



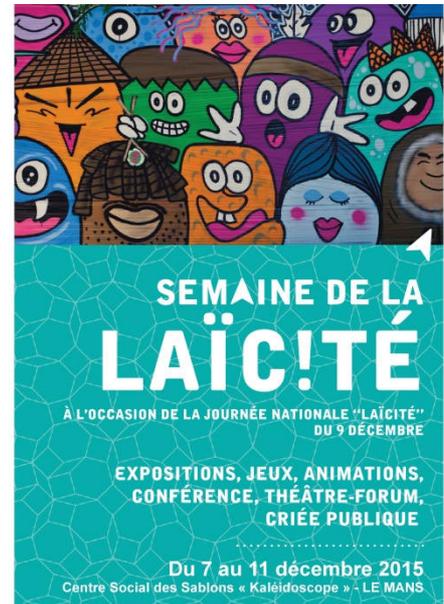
LA LAÏCITE, UN ENJEU COLLECTIF

La Laïcité est au cœur de nombreux débats d'actualité. Sous ce même mot se cachent des motivations diverses.

La Ligue de l'enseignement, attachée depuis toujours à ce principe, rappelle qu'elle n'est pas une option spirituelle mais la condition de l'existence des diverses options. La Laïcité repose sur trois principes, comme l'indique l'Observatoire de la laïcité : « la liberté de conscience, la séparation des pouvoirs politique et religieux, et l'égalité de tous devant la loi, quelle que soit leur croyance ou leur conviction ».

Ensemble, nous agissons au quotidien pour faire vivre la laïcité sur le territoire. A l'occasion des **110 ans** de la laïcité, donnons à voir les actions portées par le mouvement (Commission laïcité, plantation d'arbre de la laïcité, action débat, action avec les scolaires...).

L'anniversaire de la loi 1905 a été l'occasion de sensibiliser les citoyens-nes à la laïcité en les invitant à nous rejoindre !



La charte de la Laïcité à l'école, expliquée aux enfants, créée par la Ligue et Milan Presse =>



En France, les habitants peuvent **exprimer librement leurs idées**, mais toujours dans le respect de celles des autres et de la Loi.

du 7 au 13 décembre 2015

- 8 expositions
- 7 arbres de la Laïcité
- 20 actions à destination du grand public dans la région

En décembre 2015, des actions pour comprendre, débattre, agir !

- ◆ Des formations laïcité (mise en place régulièrement ou à la demande) : comprendre la notion et ses enjeux, mettre du sens derrière les mots, appréhender l'éducation à la laïcité et la citoyenneté
- ◆ Des outils pédagogiques : des documents supports pour mieux comprendre, des ressources
- ◆ Des animations pédagogiques pour aborder plus facilement la question avec les scolaires, les jeunes et les adultes
- ◆ L'éducation à la laïcité : penser des modules en direction d'enfants et de jeunes sur des temps d'animation lors d'activités, sur des TAPs...
- ◆ Un spectacle sur la laïcité créé spécialement pour les 110 ans. En partenariat avec la Compagnie La Rage qui rit, cette création est diffusable depuis le 20 novembre 2015. Public : à partir de 16 ans
- ◆ Des conférences-débats, notamment avec l'éclairage de Pierre Tournemire, Président de la commission nationale Laïcité de la Ligue

CONFÉRENCE "LAÏCITÉ, LIBERTÉ"

PIERRE TOURNEMIRE
VICE PRÉSIDENT DE LA LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT ET PRÉSIDENT DE LA COMMISSION NATIONALE LAÏCITÉ
HENRI CASTEL
PRÉSIDENT DE LA LIGUE DES DROITS DE L'HOMME SAINT NAZAIRE
JEAN REGOURD
PRÉSIDENT DE LA FÉDÉRATION DE LA LIBRE PENSÉE DE VENDÉE

20H30
SALLE DES ANCIENNES ÉCURIES OUDAIRIES LA ROCHE SUR YON

20H30
9 DÉCEMBRE 2015
ENTRÉE LIBRE





3.2.1 LIRE ET FAIRE LIRE

Premier exemple de collaboration entre les acteurs de l'éducation : Lire et Faire Lire, programme national périscolaire d'ouverture à la lecture et de solidarité intergénérationnelle.

À la demande des directeurs des structures éducatives (écoles maternelles et primaires, crèches, centres de loisirs, bibliothèques...) et en cohérence avec le projet éducatif et les pratiques pédagogiques des structures, des bénévoles de plus de 50 ans offrent une partie de leur temps libre aux enfants pour stimuler leur goût de la lecture et favoriser leur approche de la littérature.

Fondée en 1999 par l'écrivain Alexandre Jardin, le Relais civique, la Ligue de l'enseignement et l'UNAF (Union nationale des associations familiales), l'association nationale dont l'objet social est la promotion du goût de la lecture développe le programme Lire et Faire Lire sur les 5 départements de la région.

Lire et Faire Lire poursuit deux objectifs complémentaires :

- un objectif éducatif et culturel qui s'inscrit dans les priorités relatives au développement de la lecture et de la maîtrise de la langue du Ministère de l'Éducation nationale, participe à la promotion de la littérature de jeunesse auprès des enfants et à la découverte de notre patrimoine littéraire
- un objectif d'échange intergénérationnel destiné à favoriser la rencontre et le dialogue entre des enfants et des retraités

Les partenaires de LFL

• Éducation Nationale	• Médiathèques
• ESPE	• Fondation SNCF
• CAF	• Caisse des dépôts
• DRJSCS	• Collectivités locales
• DDCS	• Nombreux partenaires associatifs...

EN CHIFFRES*

Les bénévoles

Les bénévoles	2014	2015
44	766	829
49	289	230
53	136	152
72	163	176
85	424	530
Total PDL	1 778	1 917

Les bénévoles ligériens représentent en 2015 plus de 11% des lecteurs en France ! Le département de Loire-Atlantique étant le premier département de France en nombre de lecteurs, celui de Vendée dans le « top5 ».

Les Structures	2014	2015
44	149	170
49	129	94
53	55	67
72	124	90
85	179	247
Total PDL	636	668

* Les chiffres mentionnés dans les tableaux tiennent compte du partenariat avec les UDAF (sauf en Loire-Atlantique et en Vendée : seuls les chiffres des bénévoles et structures accompagnées par les fédérations de la Ligue sont renseignés.)

Plus de 45 000 enfants et jeunes bénéficiaires de Lire et Faire Lire en Pays de la Loire, implanté dans plus de 370 communes

3.2.2 FESTI'MALLES

Vers Festi'malles 2016

Fort du succès des quatre premières éditions de Festi'malles en 2008, 2010, 2012 et 2014, et devant la demande pressante de nombreux médiateurs du livre, l'association La Turmelière, sous l'égide de la ligue de l'enseignement et avec ses partenaires de l'ensemble de la région ont décidé d'organiser Festi'malles en 2016.

Sur 3 jours, les 1^{er}, 2 et 3 Octobre, il est souhaité que cet événement reste régional et gratuit pour tous les types de personnes en charge de la médiation du livre :

- animateurs
- bibliothécaires
- éducateurs
- enseignants
- salariés et bénévoles

Le choix de la Turmelière à Liré, sur le bassin de vie d'Ancenis, lieu emblématique pour la lecture et l'écriture et situé au centre de la région des Pays de la Loire, a été reconduit.

Nous attendons pour la prochaine édition, plus de 500 personnes en maintenant 3 objectifs, à savoir :

- faire connaître et valoriser les différents outils d'animation lecture des Pays de Loire
- faire vivre un temps de recherche, de réflexion et de formation sur l'articulation Livres/Jeux
- démultiplier et encourager les pratiques de création de malles de livres et de jeux autour du livre
- mettre en relation les différents médiateurs du livre

Animations avec des centres de loisir, forums des exposants, forum des expériences, ateliers de formation, conférence, table ronde, soirées conviviales seront à nouveau inscrits sur un programme totalement renouvelé.



Le thème fort de cette édition sera celui de l'émancipation par le livre et la lecture :

- comment donne t on accès à la lecture-écriture ? A quoi la lecture-écriture donne accès ?

L'émancipation est d'autant plus forte en cette année des 150 ans de la Ligue de l'enseignement. En effet, cette conviction de l'émancipation du peuple par le livre y est confortée depuis les années 1870, lorsque les aristocrates et grands propriétaires voulaient interdire d'embaucher les personnes qui savaient lire, cette capacité diminuant sensiblement la docilité des employés.

DES ACTIONS POUR LES JEUNES DE 15 À 18 ANS

3.3.1 LUTTE CONTRE LE DÉCROCHAGE

Suite à l'expérimentation conduite en Maine-et-Loire, l'Education Nationale, la Direction Départementale de la Cohésion Sociale et Les 5 fédérations de Ligue de l'enseignement ont mis en place le dispositif **Service Civique décrochage** dans les 5 départements.

Ce partenariat s'inscrit dans le cadre d'un dispositif visant à accompagner des jeunes, soit sortis du système scolaire sans parcours construits, soit des jeunes scolarisés nécessitant un accompagnement préventif particulier, dans une mission de Service Civique. Il permet donc un accompagnement éducatif et social pour des jeunes en situation de décrochage scolaire.

Afin de favoriser le retour des jeunes dans un parcours de formation à l'issue du Service Civique ou leur engagement dans un projet professionnel ou personnel, les principaux objectifs de ce dispositif se déclinent de la manière suivante :

- S'épanouir
- Prendre confiance
- Devenir plus autonome
- Prendre des responsabilités
- Découvrir l'engagement associatif

87 potentielles structures d'accueil sollicitées,
88 jeunes rencontrés,
56 missions proposées,
38 jeunes accompagnés

Les jeunes identifiés par la MLDS se verront proposer une mission de service civique. Ces missions font partie du catalogue national de missions de la Ligue de l'enseignement parmi les thématiques suivantes : citoyenneté, culture, éducation, sports et loisirs, santé, solidarité, solidarité internationale, environnement.

L'organisation du partenariat s'organise autour de la volonté de permettre à des jeunes décrocheurs de candidater à des missions, ces dernières peuvent faire l'objet d'une adaptation en fonction du jeune retenu. Cela nécessite une identification des missions, un accompagnement des associations, un tutorat, une identification et un accompagnement du jeune vers l'expression d'une candidature, une liaison forte entre mission et action de remobilisation.

Pour cela est privilégiée la formule dite *combinée*, soit 21 heures d'engagement en Service Civique et 12 heures de formation au sein d'un établissement scolaire. Elle associe l'engagement du jeune dans un service civique à une action de remobilisation.

Derrière les chiffres se cachent des réalités sensibles. C'est pourquoi la Ligue a décidé d'évaluer ce dispositif au regard d'indicateurs qualitatifs précis :

- capacité pour les partenaires à personnaliser les missions.
- nature des partenaires
- relation avec les parents / tuteurs légaux
- difficultés personnelles
- investissement des jeunes
- reconnaissance des jeunes par les tiers
- relation des jeunes avec les interlocuteurs

- ✓ La Ligue de l'enseignement a été auditionnée par le CESER dans le cadre du rapport sur la Lutte contre le décrochage
- ✓ Nous avons également contribué au **plan académique de lutte contre le décrochage scolaire**, élaboré par le rectorat, le 29 mai 2015
- ✓ **LA LIGUE A SIGNÉ UNE CONVENTION-CADRE RÉGIONALE "SERVICE CIVIQUE DÉCROCHAGE", LE LUNDI 18 MAI 2015, AVEC LE PRÉFET DE RÉGION, LE RECTORAT, LE CONSEIL RÉGIONAL, LES MISSIONS LOCALES...**

3.3.2 ACTIONS RESSOURCES DANS LES LYCÉES



Le Conseil régional propose aux lycées de développer des actions en prise avec la citoyenneté appelées Programme d'Actions Educatives (PAE). Dans ce cadre, et plus spécifiquement pour contribuer à la concrétisation de l'axe 1 du PAE : « Vivre ensemble, citoyenneté, lutte contre les discriminations », la Ligue de l'enseignement propose aux lycées différents temps d'échanges et d'animation avec les lycéens.

Chaque année, chaque jour, chaque instant, on doit éveiller à la reconnaissance et au respect de l'autre. L'égalité de dignité de chacun doit être réaffirmée sans relâche. Parce que l'éducation et surtout le débat restent les meilleurs remparts contre le rejet de l'autre, la Ligue a pour objectifs de faire tomber les préjugés, les stéréotypes, et d'encourager la rencontre avec « l'Autre » :

- mettre en échec les fondements pseudo-scientifiques de l'idéologie raciste,
- montrer que les discriminations jouent sur la peur et la méconnaissance d'autrui,
- promouvoir la diversité humaine et culturelle comme une richesse pour tout le monde,
- favoriser le respect des différences et combattre le repli sur soi,
- permettre l'émergence de débats citoyens sur des questions de société.

Après concertation avec l'équipe éducative, la Ligue propose une démarche active (temps d'échange avec des équipes, des élèves élu(e)s et/ou concerné(e)s afin de cerner les spécificités qu'ils/elles ressentent et retenir avec eux une ou plusieurs actions). Avec leur appui, le temps et le lieu les mieux appropriés pour l'organisation de cette action seront déterminés. Un animateur de la Ligue, neutre au sein de l'établissement, peut faciliter la prise de parole et l'implication des participants. Cette intervention peut se dérouler sur temps scolaire ou hors temps scolaire (en internat par exemple).

En 2015, 10 actions ont été réalisées dans les lycées publics des Pays de la Loire, en prenant des formes variées, adaptées à la demande des équipes. Pour exemples :

- utilisation de l'exposition interactive « L'Égalité c'est pas sorcier »
 - Exposition « Racismes au microscope »
 - Film « Pas d'histoire ! 12 regards sur le racisme au quotidien »
 - Atelier photo « Visage de l'un, visage de l'autre »
 - Atelier « Lecture d'affiche »
- Exposition : Les migrations pour vivre ensemble

Les partenaires :

- Cité métisse
- Le centre LGBT
- Le mouvement du Nid
- SIS Animation
- Comité Handisport
- Association Don Bosco
- Institut la Persagottière

EN CHIFFRES

En 2015, **551** lycéens ont participé aux 10 temps d'animation proposés par les fédérations dans 3 départements de la région.

VACANCES POUR TOUS, CLASSES DE DÉCOUVERTES

Vacances pour tous, le secteur vacances de la Ligue de l'enseignement, propose des séjours pour les enfants et les jeunes dont les principaux objectifs sont :

- Le développement des relations éducatives
- Le développement des capacités d'analyse critique par la liberté d'expression individuelle et les échanges collectifs
- L'épanouissement de l'enfant par le jeu et la pratique d'activités diverses (culturelles, sportives, artistiques, scientifiques...)
- La découverte de l'environnement, naturel, social, culturel et géographique du lieu de vie de l'enfant
- Le dépaysement qui rompt avec la routine et avive la curiosité
- Le développement d'activités créatives
- L'apprentissage de techniques

Nos centres de vacances accueillent, des enfants et des adolescents, venus vivre, et pratiquer ensemble des activités ludiques, sportives, culturelles, artistiques. Ils sont ouverts à tous et nous permettent de participer à l'éducation des jeunes qui nous sont confiés en favorisant leur épanouissement complet, en facilitant leur socialisation et en leur permettant la découverte d'environnements nouveaux. Enfin, nos centres de vacances permettent la construction d'une démarche citoyenne grâce à la vie en collectivité.



L'ORGANISATION RÉGIONALE

L'année 2015 a permis aux cinq groupes de travail régionaux de s'impliquer sur des chantiers prioritaires :

1) Groupe Régional Enfants / Juniors –

Chantier N° 1 : Décliner le nouveau projet éducatif de la Ligue en projets éducatifs dans nos centres de vacances et de Loisirs.

Chantier N° 2 : Améliorer la mutualisation et l'organisation de nos transports en train durant la saison été.

Chantier N° 3 : Faire évoluer les thématiques de nos séjours en lien avec les attentes des collectivités et des familles, notamment pour les séjours courts et de proximité.

2) Groupe Régional Classes Découvertes –

Chantier N° 1 : Travailler sur un argumentaire pédagogique pour convaincre les enseignants de venir dans nos centres d'accueil.

Chantier N° 2 : Former nos conseillères classes de découvertes à une meilleure connaissance de nos projets.

Chantier N° 3 : Développer la communication par internet.

3) Groupe Régional Animation des Ventes –

L'année 2015 aura permis de travailler à la rédaction d'une convention régissant la gestion d'une force commune de diffusion en région Pays de la Loire, signée le 31/12/2015.

En regroupant leurs forces, les Fédérations de la région Pays de la Loire affirment leur volonté commune de se doter des moyens nécessaires pour développer leur action, en termes de diffusion des productions « Vacances Pour Tous », sur l'ensemble de la région.

Ensemble, ils décident de la mise en œuvre d'une stratégie qui se concrétise par la mise en commun de l'ensemble de leurs forces de vente et par la création d'un poste de chargé de diffusion régional, en pleine conformité avec la charte nationale vacances de la Ligue de l'enseignement.

Construite sur la mise en place d'une action de diffusion collective, d'une mutualisation des coûts de diffusion et d'une mutualisation des budgets, cette stratégie propose de dépasser l'approche par « territoire départemental » en privilégiant un périmètre régional commun.

4) Groupe Régional Directeur des Centres de vacances-classes

Le chantier principal a été de consolider les bases du réseau CA'Vélo (Collectif Accueil Vélo Loire Océan), le 1^{er} réseau régional des centres d'hébergement groupe pour les parcours Loire à vélo et Vélodyssée sur 330 km, de Saumur à Noirmoutier, 5 centres d'accueil du secteur vacances de la Ligue de l'Enseignement sont impliqués.

L'agence régionale du tourisme des Pays de la Loire et les comités départementaux du tourisme sont associés aux travaux.

Les centres associés au projet appartiennent au tourisme social et solidaire, dont les valeurs sont ancrées dans l'économie sociale et solidaire. Presque toutes sont fédérées au sein du Tourisme social et solidaire par l'UNAT. La volonté est d'améliorer de façon durable la société par un tourisme de qualité au service des hommes et des territoires :

- tourisme humaniste, vecteur de lien et de mixité entre les populations touristiques et locales
- tourisme équitable pour la répartition des revenus et l'utilisation des ressources et l'accès à tous
- tourisme soucieux de son empreinte écologique protégeant l'environnement local et planétaire et préservant l'équilibre des éco-systèmes

Ce projet comporte une triple utilité sociale :

- Pour la société : permettre à tous l'accès aux vacances collectives sur les parcours vélo : susciter des projets de « vivre ensemble » mais aussi de « faire ensemble ».
- Pour le territoire : renforcer l'attractivité des territoires et renforcer le développement économique et social des membres du réseau CA'Vélo : valorisation du patrimoine et des ressources locales
- Pour la personne : trajet en vélo favorisant l'ouverture aux autres, le développement de la santé et du bien-être, l'apprentissage de l'autonomie



Les travaux menés en 2015 ont principalement porté sur :

- L'harmonisation des prestations des centres (nuitées, paniers repas...)
- La reconnaissance et l'identification des différentes étapes du parcours
- La communication et la commercialisation

Des groupes utilisent déjà ce réseau : scolaires, jeunes en vacances, familles, cyclotouristes...

Séjours collectifs

25 000 journées enfants diffusées
30 000 journées enfants produites

Classes de découvertes

22 000 journées enfants diffusées
37 000 journées enfants produites





3.5 LE COMITÉ RÉGIONAL USEP

Saison	Associations	Enfants	Adultes	Total Adhérents
2014-2015	496	33 193	1 749	34 942

P'TIT TOUR À VÉLO USEP

Par cette manifestation, il s'agit de :

- contribuer à l'éducation à la sécurité routière
- contribuer à l'éducation à la santé et à l'éducation au développement durable et solidaire
- garantir la lisibilité de l'USEP
- renforcer les liens régionaux

11 étapes ont été réalisées au niveau régional touchant 1 471 enfants, 1 171 du cycle 3 à vélo, 300 comme organisateurs et en multi-déplacements pour le cycle 2 et 1. Cette opération a touché 31 associations USEP.

1 thème « régional » : *apprendre à porter secours*, qui a été mis en valeur sur toutes nos journées sous forme d'ateliers, exposition et animations.

1 journée phare « régionale », qui s'est déroulée le 20 mai à Spay (72) regroupant 350 élèves qui sont venus de leurs écoles respectives et qui se sont rassemblés pour un pique-nique en commun. Divers ateliers étaient proposés aux élèves notamment autour de la thématique *apprendre à porter secours*. L'après-midi était consacré à une étape d'une quinzaine de kilomètres avec une arrivée au vélodrome du Mans.

PROJET SANTE



Cette année encore, c'est près de **40 000** enfants, enseignants et parents lors des 180 rencontres, qui ont bénéficié de nos actions Santé sur tout notre territoire à travers plusieurs objectifs :

- Sensibilisation à la notion de Sport Santé
- Lutte contre la sédentarité et l'obésité

SPORT ET HANDICAP

Des actions pour intégrer des enfants en situation de handicap, pour sensibiliser les enfants à cette question et pour créer des partenariats avec des établissements spécialisés. Quelques actions menées dans le cadre de ce projet :

- Inclusion d'enfants en situation de handicap moteur et sensoriel et/ou en situation de déficience intellectuelle (IME, CLIS, ITEP)
- Interventions auprès d'enfants en situation de handicap lors d'activités périscolaires
- Sensibilisation des enfants à la pratique du handisport sur des pratiques sportives diverses
- Diffusion des mallettes handicap éditées par l'échelon national et réalisation de modules pédagogiques « handisport »
- Mise en place de formations « sport scolaire et handicap » auprès des enseignants et animateurs de la région
- Achat de matériel Handisports



30 rencontres sportives (danse, escrime, cross, paralympiades, temps d'activités périscolaires...) ont été réalisées avec plus de **2 800** enfants touchés par cette action sur la région.

STAGE RÉGIONAL

Cette formation s'est déroulée du 23 au 26 août 2015 sous forme d'un stage en internat de 4 jours au centre de vacances de la FOL 85 à l'Épine (85)

La réalisation de la trace du stage est riche et a permis la réalisation des 3 classeurs pédagogiques suivants : *pratiques innovantes*, *sport et handicap* et *sport et vivre ensemble*. Ces classeurs sont mis à disposition des animateurs « TAP » à l'intérieur des malles de matériel réalisées par le comité régional.

LES RÉSEAUX

UNAT

Natalie Vrigneau représente la région au sein du Conseil d'Administration de l'UNAT (Union Nationale des Associations de Tourisme et de plein air) Pays de la Loire, qui a pour objectifs :

- Le soutien à une politique sociale régionale du tourisme rendant les vacances accessibles à tous.
- La structuration et la mise en réseau régional du tourisme social et associatif.
- Le développement d'actions de solidarité sociale en partenariat avec les syndicats, comités d'entreprise, organismes sociaux et collectivités locales.
- L'aménagement durable du territoire et des ressources patrimoniales de la région.
- La mise en accessibilité des équipements touristiques aux personnes en situation de handicap (label Tourisme et Handicap).

JPA

La Jeunesse au Plein Air regroupe des organisations qui, en solidarité, autour de valeurs communes, s'associent pour amplifier et coordonner leurs actions.

La JPA agit pour que les vacances et les loisirs éducatifs soient reconnus comme temps éducatifs complémentaires à celui de l'école et à celui de la famille : elle milite pour une éducation globale qui soit active et coopérative, le temps de l'école et le temps des loisirs y participant en complémentarité. Elle agit pour des loisirs qui, par les valeurs qui les sous-tendent et par les pratiques mises en œuvre, prolongent l'éducation dispensée par l'École de la République.

Si la JPA traverse une situation compliquée, le droit aux vacances et aux loisirs, pour tous, doit rester un objectif réaffirmé en ces temps de crise et d'austérité.

Audrey Ducoux représentent la Ligue PdL au sein du Conseil d'Administration de la JPA

GRAINE

Suivi de la commission PRA (Plan Régional d'Action) au sein du GRAINE.

Dans la continuité des Assises de 2012-2013, le GRAINE a animé en 2015 la poursuite des travaux de création d'une dynamique de concertation en Pays de la Loire.

Deux réunions ont eu lieu en 2015 (dont l'une à la Turmelière le 13 novembre).

L'ensemble des acteurs, plus d'une vingtaine de toutes les sphères (Etat, collectivités, associations, mutuelles et entreprises) ont su poser des éléments sur la composition de cette dynamique, ses objectifs, sa gouvernance et son mode d'animation.

Les membres actuels vont lancer la constitution d'un comité de pilotage, la tenue d'une première plénière et finaliser les éléments travaillés en 2015 pour rédiger un texte de référence.

Le représentant de la Ligue PdL au GRAINE est Olivier Bernard

MOBILIS

Le Pôle de Coopération des Acteurs du livre et de la lecture en région a vu le jour en septembre 2014 pour offrir les conditions d'une connaissance affinée de l'écosystème régional du livre et de la lecture. Au nombre de ses fonctions :

- La diffusion d'informations,
- l'encouragement à la formation et à la professionnalisation,
- l'incitation à la coopération entre les acteurs,
- une observation rapprochée des métiers, des initiatives et des dynamiques en place.

Sylvie Douet représente en 2015 la Ligue Pays de la Loire au C.A. de Mobilis

Le CAPE est composé de **mouvements pédagogiques et d'éducation populaire, partenaires de l'École publique et laïque.**

Le Collectif d'Associations Partenaires de l'École publique est mobilisé pour soutenir et porter l'ambition de refondation globale de l'Éducation et de l'École de la République. La politique conduite depuis 3 ans accompagne une réforme de fond, ambitieuse, courageuse sur le plan politique. Elle est essentielle pour infléchir durablement les tendances lourdes de l'échec scolaire, du tri social et de l'exclusion. Elle est fondamentale pour faire de l'Éducation un enjeu partagé, mobilisateur de l'ensemble des acteurs éducatifs, des parents, des collectivités, des citoyens et des associations.

Le CAPE est un collectif sans statut juridique dans notre académie créée en 2012 dont le secrétariat est assuré par la Ligue PdL. Il s'est réuni 5 fois en 2015.

Principales actions en 2015

- Temps de rencontres dans les ESPE départementaux, avec les étudiants sur des thématiques éducatives et citoyennes. Ces temps ont permis à beaucoup d'étudiants de découvrir l'existence des mouvements qui composent le CAPE.
- Participation au conseil d'école et au comité d'orientation scientifique et pédagogique de l'ESPE Pays de la Loire.
- Appui à la mise en place de la réforme des rythmes scolaires et au développement des PEDT a été le fil conducteur des actions portées par les composantes de la coordination.
- Selon les départements, des composantes du CAPE ont intégré les dispositifs de formation continue des enseignants.

Une circulaire interministérielle du 14 décembre 2014 identifie les associations membres du CAPE comme des interlocuteurs ressources vers lesquels les services de l'Etat peuvent orienter les collectivités.

Deux nouvelles structures ont rejoint le CAPE à l'échelle nationale, depuis 2015 : ATD-Quart Monde et la Fédération nationale des Ecoles des parents et des éducateurs.

Les membres du CAPE souhaitent continuer à contribuer aux formations proposées par les ESPE. Ce sera une des clés d'une coopération fructueuse entre les différents acteurs de l'éducation dans les territoires.

La Ligue de l'enseignement est représentée par Simon Lhommeau, Patrick Mauriéras et Françoise Hueber depuis 2016.

Patrick Mauriéras a représenté la région lors de l'AG nationale qui s'est déroulée à Paris le 11 juin 2015.

ECOLE ET ASSOCIATIONS : UNE ALLIANCE POUR LA RÉUSSITE ÉDUCATIVE

Il s'agit d'un dossier d'autoformation conçu par le Collectif CAPE pour la formation des cadres en partenariat avec l'École supérieure de l'Éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche (ESEN/ESR).

Ce dossier d'autoformation a pour objectifs de :

- présenter les démarches et les actions des associations complémentaires et des mouvements pédagogiques ;
- montrer le sens et des modalités possibles de partenariats entre l'école et les associations.

A découvrir sur le site de l'ESEN/ESR. Il est consultable par toutes et tous car l'accès est public.

<http://www.esen.education.fr/fr/ressources-par-theme/etablissements-d-enseignement/l-eple/ecole-et-associations-une-alliance-pour-la-reussite-educative/>



**ACTEUR DE
L'ÉCONOMIE
SOCIALE ET
SOLIDAIRE**

4.1 SOUTIEN À LA FONCTION EMPLOYEUR

DISPOSITIF TIERS DE CONFIANCE

En lien avec les fédérations 85 et 44 (CRVA), ce dispositif adapté aux particularités des petites associations employeuses, s'inscrit dans la chaîne de l'accompagnement, complémentaire du DLA.

- Appropriation du cadre légal
- Identification des conventions collectives applicables
- Evaluation de la faisabilité du projet d'emploi
- Accompagnement sur l'entrée, la vie et la fin du contrat de travail
- Aides à l'emploi
- Orientation vers les lieux ressources des territoires
- **Gestion de la paie pour les associations affiliées**
- Formation des bénévoles

Ces éléments sont intégrés à une convention signée avec les associations, déclinaison de la convention entre la Ligue PdL et l'Urssaf des Pays de la Loire, impliquant la Ligue comme « Tiers de Confiance ».

	Nb d'associations	Nb de bulletins
2013	24	885
2014	29	1 116
2015	36	1 334

Le nombre de structures qui bénéficient de ce dispositif est en constante augmentation. Depuis fin 2015, des associations ayant leur siège dans 4 départements voient le traitement de leurs documents sociaux réalisés par la Ligue.

L'accompagnement des associations dans leur rôle d'employeur est un axe fondamental de notre rôle fédératif dans un contexte où les associations sont fortement incitées à créer de l'emploi aidé mais où les différentes réformes territoriales alliées à la baisse des fonds publics rendent de plus en plus complexes cette fonction.

Depuis 2015, des incertitudes majeures pèsent sur l'avenir du dispositif Tiers de Confiance.

La Ligue de l'enseignement, avec l'appui du Mouvement Associatif, est extrêmement vigilante quant à la pérennité de ce dispositif qui permet de sécuriser et d'accompagner les associations employeurs, en tenant compte des contraintes réglementaires et conventionnelles, ce qui n'est pas le cas de tous les dispositifs de simplification des démarches, tel que le Chèque Emploi Associatif.

ENQUÊTE RÉGIONALE SUR L'EMPLOI DANS LA BRANCHE DE L'ANIMATION

En partenariat avec la Direction régionale de la jeunesse des sports et de la cohésion sociale (DRJSCS) et Uniformation, OPCA de l'économie sociale, la Ligue de l'enseignement des Pays de la Loire a porté une enquête auprès des employeurs de la convention collective nationale de l'animation des Pays de la Loire. Cette étude a été réalisée par le Granem. La synthèse de l'étude fait le point sur les différents éléments recensés (nombre de salariés, recours au CDD, formation professionnelle...) et les problématiques rencontrées par les associations de la branche.

Retrouver l'étude ici : <http://www.associations-pdl.org/images/docs/GPECAnimationPdL.pdf>

Les 3 préconisations qui ressortent de cette étude :

- 1- Accompagner et former les bénévoles à la fonction d'employeur, sur le cadre réglementaire comme sur les outils de gestion de l'emploi, et sensibiliser les professions de l'animation à cette question de la gouvernance afin de co-construire la gestion de l'emploi.
- 2- Mieux communiquer auprès des employeurs sur les outils de mutualisation de l'emploi, comme le groupement d'employeurs ou le prêt de main-d'œuvre à but non-lucratif afin de défragmenter les emplois et sécuriser les structures.
- 3- Affiner la recherche des besoins spécifiques de formation afin de compléter l'offre visiblement insuffisante pour les associations et diffuser plus largement aux employeurs de la branche les possibilités de financement via les dispositifs.

Le rôle des associations, complémentaire de celui des entreprises locales, est fondamental dans l'attractivité des territoires. Accueils collectifs de mineurs, associations de loisirs, sportives ou culturelles, participent à l'amélioration de la qualité de vie et au maintien de compétences nécessaire à l'emploi local. Nos associations promeuvent une action bénévole concomitante d'un constant développement de l'emploi. Il convient d'appuyer plus encore notre réseau affilié et d'accrocher nos secteurs au schéma de développement économique, dans un contexte de baisse des dotations et des subventions.

4.2 : CONTRIBUTION AU DISPOSITIF LOCAL D'ACCOMPAGNEMENT

La Ligue PdL, notamment via le CRVA, a participé au travail du Mouvement associatif consistant à faire reconnaître les têtes de réseaux associatives au sein du DLA. L'ambition de ce dispositif est d'aider les structures d'utilité sociale (associations, coopératives, SIAE) à consolider ou développer leur activité et à pérenniser leurs emplois. L'intégration dans ces dispositifs implique une ingénierie opérationnelle inscrite dans une stratégie commune à la Ligue.

DLA EN MAYENNE : MUTUALISATIONS RÉGIONALES

Pour rappel, les principales étapes du DLA départemental sont les suivantes :

- Diagnostic de structure
- Plan d'accompagnement
- Ingénierie
- Suivi post-accompagnement

En outre, les opérateurs départementaux participent aux différentes instances : Comité d'appui, Comité de pilotage, Inter-DLA.

Le renouvellement des appels à projets du DLA a permis à la FAL 53 de devenir opérateur en Mayenne pour la période 2014-2016.

Le DLA s'inscrit dans la démarche de développement fédératif de la FAL 53. Il vise à faire reconnaître l'action de la FAL, lui permettant ainsi de développer son réseau et sa politique d'affiliations. Cette action est considérée comme une action complémentaire de l'appui territorial inscrit dans le cadre du Contrat de Développement de la Vie Associative.

Afin de mettre en œuvre le DLA dans ce département, la FAL 53, le CRVA et la LPdL ont développé un **partenariat** qui a fait l'objet d'une **convention**. Ce partenariat a notamment pour objectifs de :

- Développer des compétences communes à l'échelle régionale
- Assurer une continuité de l'activité DLA
- Apporter aux structures un accompagnement structuré, de qualité, s'inscrivant dans le fait fédératif et une véritable chaîne de l'accompagnement
- Créer un pôle de compétences sur la vie associative en Mayenne

Cela s'est traduit, par exemple, par la mise à disposition d'une chargée de mission CRVA à hauteur de 20% de son temps de travail. Ainsi en 2014, **16 associations** mayennaises ont été accompagnées dans le cadre du DLA.

DLA RÉGIONAL

Grâce à un partenariat entre la CRESS et le Mouvement Associatif, les têtes de réseaux associatives ont pu contribuer aux missions du DLA régional.

Celui-ci a notamment pour spécificité, en plus de réaliser des missions d'accompagnement de structures régionales ou de filières, de mener une mission d'animation du DLA en Pays de la Loire.

La Ligue PdL, via le CRVA, a participé activement à la réalisation du DLA régional. Elle a par exemple accompagné deux structures régionales en élaborant :

- un diagnostic partagé avec les structures
- la construction d'un plan d'accompagnement
- le suivi post-accompagnement

CULTURE DIAG

En 2013, un diagnostic a été mené sur les besoins d'accompagnement des associations culturelles dans le cadre du DLA régional (C2RA de l'époque).

Ces travaux ont notamment abouti à l'expérimentation, portée par la CRESS DLAR, d'un outil d'autodiagnostic régional "Culturdiag", inspiré d'insertdiag et destiné aux associations culturelles employeuses ligériennes.

Des référents régionaux (associations ressources) ont été sollicités afin d'expérimenter l'outil et d'accompagner les associations volontaires sur la saisie des comptes, d'analyser les résultats, de proposer un diagnostic et des préconisations. Le CRVA régional s'est positionné pour accompagner 1 association, sans contrepartie financière, sous réserve d'une recherche de solutions par la CRESS pour 2016.

Si l'outil est intéressant, il nécessite un temps d'accompagnement, de suivi et d'analyse conséquent. La pérennité de l'implication du CRVA régional dans l'utilisation et la promotion de cet outil réside donc dans la capacité de la CRESS à mobiliser des financements pour le temps accompagnement requis.

4.3 : LES RÉSEAUX : CRESS – CNEA – UDES



CRESS

En 2015, la CRESS des Pays de la Loire a adopté de nouveaux statuts pour se mettre en conformité avec la loi sur l'économie sociale. Ils ne sont pas encore exécutoires. Lorsqu'ils le deviendront, la place des associations (qui représente pourtant plus de 80% des entreprises de l'économie sociale) sera réduite à 17%.

Les associations de niveau régional devront organiser leur représentation.

Les nouvelles modalités de cotisations ne sont pas encore définitivement arrêtées. Elles ne modifieront pas de manière conséquente le montant de notre cotisation annuelle.

Pour la Ligue de l'enseignement, l'investissement dans la CRESS est indispensable pour y promouvoir l'économie sociale et solidaire et des modèles économiques démarqués des fonctionnements capitalistiques.

Gilles Cavé est vice-président de la CRESS, Simon Lhommeau administrateur suppléant.



CNEA

La Ligue de l'enseignement, membre fondateur du CNEA, accompagne l'organisation en région de notre syndicat d'employeurs représentatifs dans les champs conventionnels de l'Animation, du Sport et du Tourisme social et familial.

Le CNEA a décidé de régionaliser sa représentation. Outre la participation lors des réunions des adhérents, la Ligue PdL participe au comité de pilotage restreint composé de représentants régionaux des membres fondateurs du CNEA.

Cette instance travaille notamment sur les aspects suivants :

- Contribution au développement des Emplois d'Avenir
- Participation à la mise en route du CFA
- Etudes sur les emplois et la formation dans les secteurs du sport et de l'animation
- CEE et décret périscolaire
- Représentation des Employeurs associatifs dans les jurys des formations professionnelles aux métiers de l'animation
- Relations entre le CNEA et l'UDES PDL

Jacques Bellier est administrateur national du CNEA. La Ligue des Pays de la Loire est représentée au niveau régional par Simon Lhommeau.

UDES



L'UDES est un acteur important dans la représentation des valeurs et des intérêts des employeurs de notre secteur. L'adhésion de la quasi-totalité des syndicats d'employeurs du secteur médico-social appartenant initialement à UNIFED fera à terme de l'UDES le groupement représentatif des employeurs de toute l'économie sociale. Actuellement l'UDES compte en France 70 000 entreprises employant 1,3 millions de salariés.

Pour siéger à l'UDES, il faut représenter officiellement le CNEA qui en est une composante. Les enjeux de notre implication sont nombreux :

- participation aux politiques publiques de formation et d'orientation professionnelle
- positionnement au sein du collège des employeurs du CESER
- coordination des conseillers prudhommaux

Gilles Cavé siège à l'UDES régional.

**DES
PARTENARIATS
RÉGIONAUX
PRIVILEGIÉS**

5.1 AVEC LE CONSEIL RÉGIONAL DES PAYS DE LA LOIRE

UN PARTENARIAT SUR LES CHAMPS DE LA JEUNESSE ET DE L'ÉDUCATION POPULAIRE

Le Conseil régional des Pays de la Loire et la Ligue PdL œuvrent en partenariat depuis 2006 au travers d'une convention pluriannuelle entrant dans le cadre d'un protocole d'accord signé avec le CRAJEP. Cette convention, outre le fonctionnement, permet à la Ligue PdL d'être soutenue pour conduire plusieurs actions : le développement des Juniors Associations / nos actions Citoyenneté jeunesse, et spécifiquement l'accompagnement des jeunes engagés en Service Civique / la structuration régionale.

Au-delà de cette convention et du CRJ, la Ligue a participé avec les autres membres du CRAJEP, à l'élaboration des politiques publiques concernant la jeunesse.

UN PARTENARIAT SUR LA LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS

Un travail de fond a abouti en 2015 à renforcer le partenariat sur ces actions qui permet un réel déploiement des Semaines d'éducation contre le racisme et toutes les formes de discriminations dans nos 5 départements. Le Conseil régional et la Ligue ont ainsi signé une convention incluant des intentions communes se concrétisant par 3 axes qui seront développés par la Ligue :

- Organisation de temps de formation en région sur l'ensemble du territoire régional
- Actions de coordination d'acteurs présents sur chaque département
- Développement des Centres de ressources et d'éducation à la citoyenneté

UN PROJET POUR METTRE EN RÉSEAU LES ACTEURS DE L'ACCÈS AU DROIT

Afin de rendre plus lisible l'offre d'accès et de défense des droits existante en Pays de la Loire, la Ligue a répondu, comme co-mandataire à un marché du Conseil régional ayant pour objectifs de :

- Poursuivre le recensement des permanences en Pays de la Loire tout au long de la durée du présent marché
- Proposer une démarche globale d'animation du réseau des acteurs d'accès et de défense des droits en Pays de la Loire
- Finaliser la mise en œuvre de la plateforme régionale d'accès et de défense des droits

SERVICE CIVIQUE DÉCROCHAGE

La Ligue, acteur du Service civique depuis sa création et mouvement complémentaire de l'Ecole développe le Service Civique décrochage sur l'ensemble de la région depuis la dernière année scolaire. Le partenariat noué avec le Conseil régional et le rectorat a permis de généraliser cette action.

DES ACTIONS INTÉGRÉES AU PROGRAMME D'ACTIONS ÉDUCATIVES DANS LES LYCÉES

La Ligue participe au Programme d'Actions Éducatives mis en place conjointement par la Région des Pays de la Loire et le Rectorat de l'Académie de Nantes. Elle a développé en 2015, 10 actions au sein des lycées et CFA dans le cadre de l'axe 1 du PAE, spécifiquement au sujet de : la lutte contre les discriminations.

CESER

La Ligue de l'enseignement a participé à cette instance de représentation de la société publique au service des politiques régionales, à plusieurs titres : auditions dans le cadre de rapports : « Bilan et évolutions possibles du Pack 15-30 », « Lutter contre le décrochage », participation à des journées de réflexions : « Autonomie des Jeunes », « Les métiers de demain ». Dans le cadre de son mandat, au titre du CRAJEP, Florence LACAZE, participe à titre régulier à trois commissions et aux rapports y afférent :

- commission 7 : Culture, Patrimoine, Sport, Tourisme, Vie associative
- commission 6 : Education, Formation tout au long de la vie, métiers de demain
- commission 1 : Finances, Prospectives, Europe, Interrégionalité

Elle est référente, nommée par les collèges 3 et 4 (organismes et associations qui participent à la vie collective et personnalités qualifiées), pour favoriser leur organisation commune au sein de l'instance.

La Ligue PdL s'est investie pleinement dans les espaces régionaux de concertation et de co-construction des politiques publiques : Comité de liaison Education Populaire, Comité de liaison Vie Associative, Commission Consultative des Actions Educatives, Conférence Régionale des Acteurs de Jeunesse, Coordination Ligérienne à l'Égalité...

5.2 AVEC LES SERVICES DE L'ÉTAT

RECTORAT D'ACADÉMIE ET DSDEN

En tant que Mouvement complémentaire de l'Ecole, la Ligue contribue au développement de l'Ecole Publique. Seule ou en partenariat, elle siège aux dialogues de gestion avec le rectorat, au Conseil d'école de l'ESPE, aux groupes d'appui et comités de suivis de la réforme des rythmes. Elle a également contribué à l'élaboration du projet d'académie, au développement des Maisons des Lycéens en lien avec la délégation académique à la vie lycéenne, à la formation des équipes éducatives...

Cette implication se concrétise aussi par la mise en œuvre de nombreuses actions, comme l'organisation de classes de découvertes, la formation de délégués-élèves, l'éducation à l'environnement et au développement durable, la sensibilisation à l'égalité, la diversité, la laïcité....

La Ligue apportera son concours à la « grande mobilisation de l'Ecole pour les valeurs de la République » et au projet académique de lutte contre le décrochage.

DRDJSCS - DDCS

Les relations partenariales avec les services déconcentrés du ministère de la jeunesse et des sports sont constantes. Elles sont construites autour d'actions telles que le Service Civique (participation au groupe régional d'appui au service civique, au temps fort des 5 ans du Service Civique, à la formation des tuteurs, formations civiques et citoyennes), la lutte contre les discriminations, les projets collectifs de jeunes mineurs, les formations aux métiers de l'animation, le développement de la vie associative... Notons en 2015 la participation active de la Ligue à l'organisation de la journée régionale « *Comment pratiquer la laïcité aujourd'hui ?* », le 9 décembre 2015.

DISP - SPIP

La Direction Interrégionale des Services Pénitentiaires de Rennes a montré sa volonté à ce que les établissements Pénitentiaires des Pays de la Loire poursuivent leur action en matière culturelle. La Ligue de l'enseignement, désormais dotée d'un service culture / publics empêchés, est missionnée pour 3 ans pour développer la coordination des actions culturelles sur chaque établissement pénitentiaire des départements de notre région. Ces actions sont conduites en étroite collaboration avec les différents échelons de cette administration, pour favoriser l'accès à la culture aux personnes sous mandat judiciaire.

DRAC

Outre la diffusion de spectacles vivants spécifiquement en Mayenne, des rencontres d'auteurs à Liré.... La Ligue s'est vu confier par la DRAC (conjointement avec la DISP) deux missions autour de la Culture et du Livre et de la Lecture. Ce partenariat garantit la qualité et la variété des projets proposés ainsi qu'un engagement dans la durée, dans un souci de diversité culturelle et d'ouverture à tous les publics.

DRPJJ

Une mission de développement des pratiques culturelles au sein des services et établissements PJJ sur la région a été confiée à la Ligue de l'enseignement. La Ligue a mené dans un premier temps une mission de diagnostic et d'analyse des usages en matière de pratiques culturelles en lien avec les directions territoriales PJJ et la DRAC. Dans un deuxième temps, le renforcement des capacités des équipes s'est traduit par des séquences de formation, d'accompagnement au projet culturel...

EPM

L'Etablissement Pour Mineurs a demandé au service régional culturel de les accompagner sur le développement de la bibliothèque de son établissement. La Ligue a travaillé sur le réaménagement de la bibliothèque et proposé de nouveaux ouvrages, des collections adaptées. Elle a aussi proposé des animations autour du livre, à l'instar d'une bibliothèque classique et remobiliser les bibliothèques partenaires (Bibliothèque départementale et municipale).



L'équipe salariée de la Ligue PdL :

DELEGUE REGIONAL :

Simon Lhommeau

CHARGÉE DE DEVELOPPEMENT VPT :

Nathalie Denort

SERVICE

CULTURE / PUBLICS EMPÊCHÉS

RESPONSABLE

Emmanuelle Morice

CHARGÉE DE MISSION LIVRE ET LECTURE :

Lise Martin

CHARGÉE DE MISSION

Sonia Rigaud-Daouaye

COORDINATION CULTURELLE

Marion Barbeau - Nantes

Violaine Boumard - Angers

Tatiana Carret - Nantes

Rozenn Coconnier - Laval

Séverine Crouzet – La-Roche-Sur-Yon, Fontenay-Le-Comte

Elodie Merlin – Le Mans

COORDINATION ET FORMATION CITOYENNETÉ

Hélène Yviquel - Nantes, Angers

Valérie Tuon - Nantes, Angers

Charles Pagnon – Le Mans, Caen, Condé-Sur-Sarthe

PAYS DE LA LOIRE

la ligue de
l'enseignement

un avenir par l'éducation populaire

L'équipe régionale tient à remercier l'ensemble des partenaires et des collègues et militants du réseau Ligue, spécifiquement celles et ceux qui, dans notre région contribuent à faire progresser le projet de la Ligue : bénévoles, élu-es associatifs, professionnel-les de la gestion, de l'administration, personnes en charge de coordonner des dispositifs régionaux, acteurs et actrices œuvrant au plus près des publics, leur concours et leur investissement sont précieux.



150
ANS
2016



La Ligue de l'enseignement
des Pays de la Loire

.....

**9, Rue des Olivettes
BP 74107
44041 Nantes Cedex 1
Tél : 02.51.86.33.37
coordination@laliguepaysdelaloire.org
www.laliguepaysdelaloire.org**

Crédits photos :
© Olivier Pezzot – Mollys eyes
© Julien Cregut – Mollys eyes
© Benoît Debuissier
Ligue PdL et fédérations départementales